

JOURNAL OFFICIEL

DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 116
N° 11

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15
no Eperera 1967

ABONNEMENTS

Un an Six mois 3 mois
(Francs Pacifique)

Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard
6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-
nonces diverses : la ligne..... 30 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 15 fr.
Publications de sociétés philanthropiques,
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 15 fr.
C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Actes du Pouvoir Central

	Pages
1966 28 déc. Loi n° 66-1006 modifiant l'article 22 et abrogeant l'article 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis. (Arrêté de promulgation n° 1056 AA du 30 mars 1967)	229
1967 9 janv. Décret n° 67-27 portant institution d'un système de réserves obligatoires applicable aux établissements bancaires. (Arrêté de promulgation n° 1073 AA du 3 avril 1967)	229
10 fév. Décret n° 67-121 portant retrait du service de l'émission de la Banque de l'Indochine dans le territoire de la Polynésie française. (Arrêté de promulgation n° 1064 AA du 31 mars 1967)	231
30 mars Décret n° 67-267 fixant les statuts de l'institut d'émission d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 1064 AA du 31 mars 1967)	231

Textes officiels publiés à titre d'information

1966 30 nov. Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits)	234
1967 14 fév. Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits)	234
24 fév. Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits)	235
1er mars Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits)	235

Actes du Gouvernement Local

1966 14 déc. Arrêté n° 4158 TP portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés passés au nom du territoire de la Polynésie française	236
1967 20 mars Décision n° 906 PEL fixant la date de l'examen d'admission à l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières (cycle A et cycle B), 1ère et 2e session	252
20 mars Arrêté n° 910 AA rendant exécutoire la délibération n° 67-11 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française	252
20 mars Arrêté n° 911 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 67-12 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française	253
20 mars Arrêté n° 912 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 67-16 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française	253
20 mars Arrêté n° 913 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 67-17 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française	255
20 mars Arrêté n° 914 AA/E rendant exécutoire la délibération n° 67-19 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française	256
20 mars Arrêté n° 915 AA/E rendant exécutoire la délibération n° 67-20 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française	256
20 mars Arrêté n° 916 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 67-24 du 21 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française	258

20 mars	Arrêté n° 917 AA/ENR rendant exécutoire la délibération n° 67-25 du 21 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française	258
21 mars	Arrêté n° 919 AC/DIR portant réglementation de la circulation des personnes et des véhicules sur l'aérodrome de Raiatea-Uturoa	259
21 mars	Décision n° 934 AA fixant le taux de la rémunération pour la rédaction des adresses sur les enveloppes et pour la mise sous plis des documents de propagande destinés aux électeurs	260
22 mars	Arrêté n° 945 AE portant approbation du budget de l'exercice 1967 et du compte définitif de l'exercice 1966 de la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française	260
22 mars	Arrêté n° 947 AGR fixant les horaires de travail pour la section du conditionnement de la défense des cultures et de la police phytosanitaire du service de l'agriculture	261
23 mars	Décision n° 963 AE portant approbation des comptes de la société de crédit et de développement de l'Océanie arrêtés au 30 juin 1966 (exercice 1965-1966)	261
28 mars	Arrêté n° 987 FT prononçant la mise en régie de certains travaux restant à exécuter sur les marchés n° 30-64 du 17 juillet 1964 et 29-66 du 24 mai 1966 passés entre le service du matériel et des bâtiments du groupe du Pacifique d'une part, et les entreprises Atger et Cie et Da Ros d'autre part	262
28 mars	Arrêté n° 991 MM sur la composition et le fonctionnement des commissions concourant à l'application de la loi du 6 janvier 1954 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance	262
28 mars	Décision n° 992 AA accordant aux agents recenseurs une indemnité par fiche de recensement	264
28 mars	Arrêté n° 1005 CAB/MIL relatif à la révision de la classe 1968 et 1969 aux îles Marquises	264
29 mars	Décision n° 1031 FT accordant une subvention	264
30 mars	Arrêté n° 1052 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé	265
30 mars	Arrêté n° 1053 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé	265
3 avril	Arrêté n° 1072 AA modifiant l'arrêté n° 2763 AA du 6 novembre 1963 relatif à l'organisation du service d'incendie à Tahiti	265
4 avril	Décision n° 1075 CAB accordant un témoignage de satisfaction au maréchal des logis chef de gendarmerie Landouar, Jacques	266
5 avril	Arrêté n° 1117 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé	266
5 avril	Arrêté n° 1118 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé	266
5 avril	Arrêté n° 1119 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de fédération des œuvres de jeunesse de la Polynésie française	267

6 avril	Arrêté n° 1128 AA autorisant le report de la date de tirage d'une tombola	268
	Extraits	268

Circonscription des îles Australes

1967 15 mars	Décision n° 1 IA portant licenciement de M. Mairau Etarona de ses fonctions de secrétaire d'état-civil et nommant M. Terii Teurarii aux mêmes fonctions	270
--------------	---	-----

Circonscription des îles Sous-le-Vent

1967 28 mars	Décision n° 3 ISLV constatant les résultats des élections du 12 mars 1967 au conseil de district de Tapuamu (île de Tahaa)	270
28 mars	Décision n° 4 ISLV déclarant élus le président et le vice-président du conseil de district de Tapuamu (île de Tahaa)	270

Avis officiels

Service des affaires administratives.— Composition de la commission arbitrale	271
Circonscription des îles du Vent.— Un avis d'enquête	271
Service des contributions.— Un communiqué officiel	271
Service des douanes.— Cours des changes	271

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires	271
Annonces diverses	274

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 1056 AA du 30 mars 1967 *promulquant un acte du pouvoir central.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulguée, dans le territoire, pour y être exécutée selon ses forme et teneur :

- la loi n° 66-1006 du 28 décembre 1966 modifiant l'article 22 et abrogeant l'article 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, (publiée au J.O.R.F. n° 299 du 29 décembre 1966-page 11.620).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 30 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

LOI n° 66-1006 du 28 décembre 1966 modifiant l'article 22 et abrogeant l'article 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — L'article 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis est abrogé.

Art. 2. — L'inobservation, antérieurement à leur abrogation, des dispositions de l'article 46 de la loi susvisée du 10 juillet 1965, n'affecte pas la validité des actes translatifs de propriété passés avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 3. — Le deuxième alinéa de l'article 22 de la loi du 10 juillet 1965 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chaque copropriétaire dispose d'un nombre de voix correspondant à sa quote-part dans les parties communes. Toutefois, lorsqu'un copropriétaire possède une quote-part des parties communes supérieure à la moitié, le nombre de voix dont il dispose est réduit à la somme des voix des autres copropriétaires.

« Tout copropriétaire peut déléguer son droit de vote à un mandataire. Chaque mandataire ne peut recevoir plus de trois délégations de vote, à moins qu'il ne participe à l'assemblée générale d'un syndicat principal et que tous ses mandants appartiennent à un même syndicat secondaire. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Colombey-les-Deux-Eglises, le 28 décembre 1966.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Georges POMPIDOU.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Jean FOYER.

Le ministre de l'équipement,

Edgard PISANI.

ARRÊTÉ n° 1073 AA du 3 avril 1967 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué, dans le territoire, pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 67-27 du 9 janvier 1967 portant institution d'un système de réserves obligatoires applicable aux établissements bancaires, (publié au J.O.R.F. n° 8 des 9 et 10 janvier 1967 - page 453).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DECRET n° 67-27 du 9 janvier 1967 portant institution d'un système de réserves obligatoires applicable aux établissements bancaires.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, du ministre de l'agriculture, du ministre des affaires sociales et du ministre de l'équipement,

Vu la loi modifiée du 13 juin 1941 relative à la réglementation et à l'organisation de la profession bancaire ;

Vu la loi modifiée du 2 décembre 1945 relative à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit ;

Vu la loi modifiée du 4 décembre 1913 réorganisant le crédit maritime mutuel ;

Vu la loi modifiée du 13 mars 1917 relative à l'organisation du crédit populaire ;

Vu la loi modifiée du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation ;

Vu la loi modifiée n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu le titre II du livre III du code du travail ;

Vu le livre V du code rural ;

Vu les conventions franco-monégasques en date du 14 avril 1945 et le décret n° 63-909 du 29 août 1963 portant publication de l'échange de lettres intervenu entre la France et Monaco le 18 mai 1963 pour préciser les conditions d'application de ces conventions dans le domaine bancaire ;

Vu l'article 5 modifié de l'ordonnance n° 58-966 du 16 octobre 1958 relative à diverses dispositions concernant le Trésor ;

Vu le décret modifié du 17 juin 1938 portant création d'une caisse centrale de crédit coopératif et le décret modifié du 31 octobre 1938 portant organisation de ladite caisse ;

Vu le décret n° 46-1332 du 1er juin 1946, modifié par le décret n° 63-1074 du 25 octobre 1963, portant application de l'article 17 de la loi du 2 décembre 1945 en vue de la réorganisation du crédit et de l'assurance-crédit à l'exportation et à l'importation ;

Vu l'article 1er des décrets n° 55-625 et n° 55-626 du 20 mai 1955 qui ont rendu applicables dans les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer les lois relatives à l'organisation du crédit et à la réglementation de la profession bancaire et des professions qui s'y rattachent ;

Vu l'avis du conseil national du crédit ;

Après avis du conseil d'Etat (section des finances),

Décète :

Article 1er.— Les établissements bancaires énumérés à l'article 2 ci-après sont tenus de conserver, sous forme de dépôts non rémunérés à la Banque de France ou éventuellement sous d'autres formes d'actifs liquides, un montant minimum de réserves déterminé dans les conditions visées aux articles 3 et 4 ci-après par référence à certains éléments de leur passif exigible à vue ou à terme.

Art. 2.— Les dispositions du présent décret sont applicables :

1° Aux banques inscrites sur les listes prévues aux articles 9 et 15 de la loi susvisée du 13 juin 1941 ;

2° Aux banques populaires, aux caisses de crédit agricole régies par le livre V du code rural, aux caisses de crédit mutuel visées par l'article 5 de l'ordonnance n° 58-966 du 16 octobre 1958, aux organismes de crédit coopératif, aux caisses de crédit maritime mutuel, à la Banque française du commerce extérieur et aux sociétés de crédit social créées en application de la loi susvisée du 30 avril 1946.

Art. 3.— Le conseil national du crédit détermine les éléments d'actif et de passif à prendre en considération pour le calcul du rapport minimum de réserves des banques visées à l'article 2 (1°) du présent décret. La banque de France fixe le taux de ce rapport minimum dans les limites arrêtées par ledit conseil.

Le rapport minimum de réserves peut être établi à des taux différents selon la nature des exigibilités auxquelles il s'applique.

Les banques inscrites qui n'auraient pas constitué en temps voulu le montant minimum de réserves exigé en application du présent décret sont redevables envers la Banque de France d'intérêts moratoires à un taux fixé par celle-ci dans les limites prévues par le conseil national du crédit.

La commission de contrôle des banques veille à l'application par les banques inscrites des décisions du conseil national du crédit et des instructions de la Banque de France prises en exécution du présent article.

Art. 4.— Les décisions du conseil national du crédit et les instructions de la Banque de France prises en exécution des alinéas 1er à 3 de l'article 3 ci-dessus sont publiées au *Journal officiel* et sont de plein droit applicables aux établissements visés à l'article 2 (2°) du présent décret.

Des arrêtés pris conjointement par les ministres intéressés, après avis du conseil national du crédit, peuvent toutefois prévoir certaines modalités particulières d'application de ces décisions et instructions et disposer notamment que le dépôt à l'institut d'émission des réserves obligatoires de certains des établissements considérés est effectué par l'intermédiaire des organismes centraux dont ils dépendent. Ces arrêtés précisent les modalités selon lesquelles est contrôlé le respect de la réglementation édictée en exécution du présent décret.

Art. 5.— Toute infraction aux dispositions du présent décret ou aux arrêtés, décisions ou instructions pris pour son application est passible des sanctions disciplinaires prévues, pour chaque catégorie d'établissements, par la réglementation qui lui est propre.

Art. 6.— L'institut d'émission des départements d'outre-mer est substitué à la Banque de France pour l'application du présent décret dans les départements d'outre-mer.

Art. 7.— Le présent décret sera applicable dans les territoires d'outre-mer suivant des modalités qui seront fixées par arrêtés du ministre de l'économie et des finances et du ministre chargé des territoires d'outre-mer, après avis du conseil national du crédit.

Art. 8.— Le ministre de l'économie et des finances, le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, le ministre de l'agriculture, le ministre des affaires sociales et le ministre de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1967.

Georges POMPIDOU.

Par le premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,

Michel DEBRÉ.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Pierre BILLOTTE.

Le ministre de l'équipement,

Edgard PISANI.

Le ministre de l'agriculture,

Edgar FAURE.

Le ministre des affaires sociales,

Jean-Marcel JEANNENEY.

ARRÊTÉ n° 1064 AA du 31 mars 1967 promulguant des actes du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu le T.O. n° 70016 du 31 mars 1967 du ministre d'Etat,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont promulgués, dans le territoire, pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

- le décret n° 67-121 du 10 février 1967 portant retrait du service de l'émission de la banque de l'Indochine dans le territoire de la Polynésie française, (publié au J.O.R.F. n° 41 du 17 février 1967 - page 1720).

- le décret n° 67-267 du 30 mars 1967 fixant les statuts de l'institut d'émission d'outre-mer.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 31 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉCRET n° 67-121 du 10 février 1967 portant retrait du service de l'émission de la banque de l'Indochine dans le territoire de la Polynésie française.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Vu l'article 1^{er} de la loi n° 48-1482 du 25 septembre 1948 portant retrait du privilège d'émission de la banque de l'Indochine ;

Vu l'article 2 de la convention du 10 juillet 1947 passée entre l'Etat et la banque de l'Indochine ;

Vu l'article 30 de la loi de finances rectificative pour l'année 1966 (n° 66-948 du 22 décembre 1966),

DECRETE :

Article 1^{er}.— La banque de l'Indochine cessera d'assurer le service de l'émission dans le territoire de la Polynésie française le 1^{er} avril 1967.

Art. 2.— Le ministre de l'économie et des finances et le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 février 1967.

Georges POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,

Michel DEBRÉ.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Pierre BILLOTTE.

DECRET n° 67-267 du 30 mars 1967 fixant les statuts de l'institut d'émission d'outre-mer.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Vu l'article 30 de loi de finances rectificative pour 1966 (n° 66-948 du 22 décembre 1966) ;

Vu l'avant-dernier alinéa de l'article 21 du décret n° 63-766 du 30 juillet 1963 ;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Article 1^{er}.— L'établissement public prévu à l'article 30 de la loi susvisée du 22 décembre 1966 prend le nom d'Institut d'émission d'outre-mer. Sont approuvés ses statuts, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

Art. 2.— Le service de l'émission dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna sera assuré par l'institut d'émission d'outre-mer à compter du 1^{er} avril 1967.

Art. 3.— Le ministre de l'économie et des finances et le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mars 1967.

Georges POMPIDOU.

Par le premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,

Michel DEBRE.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Pierre BILLOTTE.

TITRE 1er

Dispositions générales

Section 1. — Constitution.

Article 1^{er}.— L'institut d'émission d'outre-mer est un établissement public national doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2.— Son siège est établi à Paris. Il peut être transféré par décision conjointe du ministre des finances et du ministre chargé des territoires d'outre-mer, après avis du conseil de surveillance de l'institut.

L'institut ne peut ouvrir de succursales ou d'agences que dans sa zone d'émission.

Section 2. — Capital.

Art. 3.— L'institut reçoit une dotation qui constitue son capital et dont le montant initial est de 3 millions de francs.

La dotation peut être augmentée par incorporation de réserves opérée en vertu d'un décret pris sur le rapport du ministre des finances et du ministre chargé des territoires d'outre-mer, après avis du conseil de surveillance de l'institut.

TITRE II

Opérations

Section 1. — Dispositions générales.

Art. 4. — Les opérations de l'institut doivent se rattacher aux territoires dans lesquels il assure le service de l'émission.

Art. 5. — Les opérations de l'institut sont exécutées et comptabilisées conformément aux règles et usages commerciaux et bancaires.

Section 2. — Privilège d'émission.

Art. 6. — L'institut a le privilège exclusif d'émettre les billets de banque dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna. Ces billets ont cours légal.

Ce privilège peut être étendu à d'autres territoires d'outre-mer dans les conditions fixées par la loi.

Art. 7. — Toute décision concernant la création des billets de l'institut, les territoires où ils ont cours légal, leur retrait ou leur annulation, leurs caractéristiques ou leur valeur faciale ou les signatures dont ils sont revêtus doit être soumise à l'approbation préalable du conseil de surveillance.

Le contre-valeur des billets adirés est versé au Trésor public.

Art. 8. — La falsification et la reproduction des billets de l'institut, l'usage, la vente, le colportage et la distribution des billets falsifiés ou reproduits sont punis par les dispositions pénales en vigueur.

Section 3. — Opérations génératrices de l'émission.

Art. 9. — L'institut ne peut faire ou entreprendre d'autres opérations que celles qui lui sont permises par les présents statuts.

Art. 10. — L'institut doit exécuter tout transfert qui lui est demandé entre la métropole et les territoires où il assure le service de l'émission.

Art. 11. — L'institut peut acheter et vendre de l'or et des devises étrangères.

Art. 12. — L'institut peut escompter ou prendre en pension aux banques des effets revêtus d'au moins deux signatures de personnes notoirement solvables, dont celle d'une banque.

L'échéance de ces effets ne peut excéder six mois.

L'institut peut subordonner l'admission d'effets à l'escompte ou en pension à la constitution d'une ou de plusieurs des garanties énumérées ci-après :

Warrants ;

Récépissés ou nantissements de marchandises ;

Cessions de récoltes pendantes ;

Connaissances à ordre régulièrement endossés et accompagnés des documents d'usage ;

Nantissements de valeurs mobilières ;

Hypothèques maritimes ou fluviales ;

Délégations sur marchés de travaux publics ou de fournitures régulièrement liquidés par l'autorité administrative compétente.

Art. 13. — L'institut peut consentir aux banques des avances garanties par un dépôt de valeurs mobilières, d'or ou de devises étrangères.

Le conseil de surveillance établit la liste des valeurs mobilières, matières d'or ou devises étrangères admises en garantie ainsi que la quotité des avances à consentir sur chacune d'elles.

L'emprunteur souscrit envers l'institut l'engagement de rembourser, dans un délai qui ne peut excéder six mois, le montant du crédit qui lui a été consenti et de couvrir l'institut des sommes correspondant à la dépréciation qui affecte la valeur de la garantie toutes les fois que cette dépréciation atteint 10 p. 100.

Faute par l'emprunteur de satisfaire aux engagements prévus par l'alinéa précédent, le montant du crédit devient de plein droit exigible.

Art. 14. — A titre exceptionnel et avec l'approbation préalable du conseil de surveillance, l'institut peut escompter, en dehors de toute intervention d'une banque, des effets à court terme revêtus de deux signatures notoirement solvables lorsque ces opérations présentent un intérêt d'ordre général et contribuent notamment à alléger le coût du crédit.

En ce cas, l'une des signatures peut être remplacée par l'une des garanties énumérées à l'article 12 ci-dessus.

L'échéance de ces effets ne peut excéder six mois.

Art. 15. — L'institut peut consentir des avances sur les effets publics créés ou garantis par l'Etat français ou par les territoires où il assure le service de l'émission à concurrence des quotités autorisées par le conseil de surveillance.

Art. 16. — L'institut peut escompter les traites et obligations cautionnées qui sont souscrites à l'ordre des comptables du Trésor.

Art. 17. — L'institut peut escompter aux banques des effets représentatifs de crédits à moyen terme d'une durée maximum de sept ans. Ces effets doivent être garantis par deux ou plusieurs signatures de personnes notoirement solvables dont celle d'une banque.

Pour être mobilisables auprès de l'institut, les crédits à moyen terme doivent :

Avoir pour objet le développement des moyens de production ou la construction d'immeubles ;

Avoir reçu l'accord préalable de l'institut.

Le montant global des crédits à moyen terme qui peuvent être admis à l'escompte est fixé par le conseil de surveillance.

Art. 18. — Sont considérés comme banque pour l'application des articles 12 à 17 :

Les banques, au sens de la loi du 13 juin 1941 ;

Les établissements financiers, au sens de la loi du 14 juin 1941, qui sont habilités à faire des opérations de crédit ;

Les organismes publics ou semi-publics de crédit agricole, industriel, immobilier ou social.

Section 4. — Autres opérations.

Art. 19. — L'institut est chargé de la mise en circulation des monnaies métalliques dans les territoires où il assure le service de l'émission.

Art. 20. — L'institut peut recevoir des fonds en compte courant non productifs d'intérêts. Il paie les dispositions sur ces comptes et les engagements pris à ses guichets jusqu'à concurrence du montant des soldes disponibles.

Art. 21. — L'institut peut se charger de l'encaissement et du recouvrement des effets qui lui sont remis.

Art. 22.— L'institut effectue la centralisation des risques bancaires dans les territoires où il assure le service de l'émission. Il réunit auprès des titulaires de comptes dans ses livres toutes informations utiles pour orienter sa politique de crédit.

L'institut effectue également la centralisation des renseignements relatifs aux chèques et effets impayés.

Art. 23.— L'institut peut acquérir, vendre ou échanger des immeubles suivant les besoins du service. Les dépenses correspondantes ne peuvent être faites que sur ses fonds propres et sont subordonnées à l'autorisation du conseil de surveillance.

Art. 24.— L'institut ne peut prendre de participation que sur ses fonds propres, avec l'autorisation conjointe du ministre des finances et du ministre chargé des territoires d'outre-mer et seulement dans des organismes ou entreprises présentant un caractère d'intérêt général pour les territoires où il assure le service de l'émission.

TITRE III

Direction et tutelle

Art. 25.— Le directeur général de la caisse centrale de coopération économique exerce les fonctions de directeur général de l'institut d'émission d'outre-mer. Il remplit ces fonctions sous la tutelle d'un conseil de surveillance composé comme suit :

Le gouverneur de la Banque de France ou son représentant, président.

Le directeur du Trésor ou son représentant.

Le directeur des territoires d'outre-mer ou son représentant.

Un représentant du ministre des finances.

Un représentant du ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Un représentant de la Banque de France, nommé par le gouverneur de la Banque.

Deux personnalités choisies en raison de leur expérience des problèmes économiques et monétaires des territoires d'outre-mer nommées par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Pour les membres du conseil de surveillance autres que le gouverneur de la Banque de France, le directeur du Trésor et le directeur des territoires d'outre-mer, un suppléant peut être désigné par les mêmes autorités et dans les mêmes formes que le titulaire.

Le directeur général assiste aux réunions du conseil et lui propose les projets ou opérations qui doivent lui être soumis.

Art. 26.— Les membres du conseil de surveillance doivent être citoyens français, jouir comme tels de leurs droits civils et politiques et n'avoir subi aucune peine afflictive ou infamante.

Les membres autres que le président, le directeur du Trésor et le directeur des territoires d'outre-mer sont nommés pour une durée de quatre ans. Leur mandat est renouvelable. Toutefois, leurs fonctions peuvent prendre fin par suite de démission ou sur notification adressée à l'institut par l'autorité ou l'organisme qui les a désignés.

Le mandat des membres du conseil de surveillance est gratuit. Les frais du voyage et de séjour imposés par leurs fonctions leur sont remboursés dans les conditions fixées par le ministre des finances, après avis du conseil de surveillance.

Art. 27.— Le conseil de surveillance fixe les taux applicables aux opérations de l'institut.

Les opérations d'escompte, de crédit ou d'avances doivent être soumises à son approbation.

Le conseil peut déléguer certaines de ses fonctions.

Il peut constituer dans son sein des comités dont il fixe les attributions.

Art. 28.— Le conseil de surveillance se réunit au moins deux fois par an, et aussi souvent qu'il est nécessaire, sur convocation de son président soit sur l'initiative de celui-ci, soit à la demande de la moitié de ses membres.

Art. 29.— Aucune délibération n'est valable sans la présence effective de cinq membres du conseil au moins. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les membres absents peuvent se faire représenter aux délibérations du conseil par leur suppléant ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un de leurs collègues. En aucun cas cette faculté ne peut donner au même conseiller plus de deux voix en sus de la sienne.

Chaque pouvoir délégué par un membre du conseil de surveillance à un de ses collègues n'est valable que pour une réunion déterminée.

Art. 30.— Le directeur général veille à l'application des lois relatives à l'institut et à l'application de ses statuts.

Il représente l'institut à l'égard des tiers ; il signe seul tous traités ou conventions ; il exerce toutes actions judiciaires, prend toutes mesures d'exécution et toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles.

Il est chargé, sous le contrôle du conseil de surveillance, de la gestion des affaires sociales.

Il dirige les travaux du siège, nomme et révoque le personnel tant du siège que des succursales et des agences et fixe leurs traitements, il signe la correspondance. Il peut déléguer ses pouvoirs.

Art. 31.— Pendant l'exercice de ses fonctions, il est interdit au directeur général de prendre ou de recevoir une participation ou quelque intérêt que ce soit, par travail ou par conseil dans toute entreprise privée, sauf autorisation expresse du ministre des finances.

Il peut cependant représenter l'institut dans les entreprises où celui-ci possède les participations prévues à l'article 24 des présents statuts.

Aucun effet ou engagement revêtu de sa signature ne peut être admis à l'escompte.

Art. 32.— Le personnel de l'institut et notamment les directeurs de succursales ou d'agences ne peuvent faire aucun commerce ni prendre des intérêts dans une entreprise privée. Toutefois ils peuvent être autorisés à le faire par le directeur général et le conseil de surveillance, si ces actes ne sont pas de nature à compromettre leur indépendance professionnelle.

Aucun effet ou engagement revêtu de leur signature ne peut être admis à l'escompte.

TITRE IV

Comptabilité et contrôle

Section 1. — Comptes annuels.

Art. 33.— Les comptes de l'institut sont arrêtés et balancés le 31 décembre de chaque année. Le conseil de surveillance

approuve la valeur pour laquelle les créances en souffrance peuvent demeurer comprises dans les comptes de l'actif ainsi que les amortissements ou provisions jugés nécessaires.

Art. 34.— L'institut verse chaque année au Trésor une redevance sur la circulation fiduciaire productive dans des conditions qui seront déterminées par une convention entre cet établissement, d'une part, le ministre des finances et le ministre chargé des territoires d'outre-mer, d'autre part.

Art. 35.— Les produits nets, déduction faite de toutes les charges, des amortissements et des provisions, constituent les bénéfices.

Sur ces bénéfices, il est prélevé 10 p. 100 à titre de réserve obligatoire. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que celle-ci atteint la moitié de la dotation. Il reprend son cours si cette proportion n'est plus atteinte.

Après attribution à toutes réserves facultatives, générales ou spéciales, le solde est versé au Trésor public.

Les réserves peuvent être affectées à des augmentations de la dotation.

Art. 36.— La contre-valeur des billets adirés, dont le règlement est prévu à l'article 7 ci-dessus, ainsi que les sommes correspondant aux versements prévus aux articles 34 et 35 ci-dessus seront reversées par le Trésor à des organismes publics de crédit agricole, immobilier ou social. Le mode de répartition de ces divers versements entre les territoires sera fixé par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre chargé des territoires d'outre-mer, après avis du conseil de surveillance de l'institut.

Section 2. — Contrôle.

Art. 37.— Le contrôle des opérations de l'institut est assuré par un collège de censeurs composé du président du comité des censeurs de la caisse centrale de coopération économique et d'un représentant de la Banque de France. Les censeurs assistent aux séances du conseil de surveillance, mais n'ont pas voix délibérative. Le collège des censeurs présente annuellement un rapport au conseil de surveillance.

Les opérations de l'institut peuvent être également vérifiées par les inspecteurs de la Banque de France, sur la demande du président du conseil de surveillance ou du directeur général.

Art. 38.— Les comptes de l'institut sont soumis annuellement à la commission de vérification des comptes des entreprises publiques.

Section 3. — Situation mensuelle et rapport annuel.

Art. 39.— L'institut arrête chaque mois la situation de ses comptes, qui est publiée au *Journal officiel* de la République française. Les situations de fin d'année sont publiées également aux journaux officiels des territoires intéressés.

Art. 40.— Dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice, le directeur général fait rapport des opérations de l'année écoulée au ministre des finances et au ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Ce rapport est préalablement soumis à l'approbation du conseil de surveillance.

TITRE V

Dispositions diverses

Art. 41.— L'institut est autorisé à intervenir dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides dans les conditions prévues par les accords régissant le Condominium.

Art. 42.— Le privilège d'émission de l'institut pourra être étendu aux monnaies métalliques dans les conditions prévues au décret n° 57-244 du 24 février 1957.

Dans ce cas, les dispositions relatives à l'émission des billets prévus aux présents statuts s'appliqueront également à l'émission des monnaies métalliques.

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

DÉCRET du 30 novembre 1966 *portant acquisition de la nationalité française*. (J.O.R.F. du 11 décembre 1966).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

.....
Sou Nam (Huguette), Hitiaa (Polynésie française), 24-02-42, NAT
.....

DÉCRET du 14 février 1967 *portant acquisition de la nationalité française*. (J.O.R.F. du 26 février 1967).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

.....
Guong-Dan (Marguerite), Papeete (Polynésie française), 04-03-46, NAT
.....

Ku Man Kui, Papeete (Polynésie française), 12-09-46, NAT
.....

Siu Yuk Ku (Siao Moui Kihong), Makatea (Polynésie française), 24-12-45, NAT
.....

Taata, née Atcheun (Louise), Papeete (Polynésie française), 06-08-30, NAT
.....

Yeun Tchean Yok, Papeete (Polynésie française), 24-01-40, NAT
.....

Yeun Tchean Yok, née Ayou (Henriette), Ruutia (Polynésie française), 21-03-44, NAT
.....

Yuc (Kai Hong), Papara (Polynésie française), 06-03-48, NAT
.....

Article 2 :

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

.....
Coux (Jacques) — Ku Man Kui
.....

Gardan (Marguerite) — Guong Dan (Marguerite)

Hugues (René) — Yuc (Kay Hong)

Luine (Jacques) — Yeun Tchean Yok

Luine, née Hailloux (Henriette-Christine) — Yeun Tchean Yok, née Ayou (Henriette Hung Ying)

Sioult (Jules) — Siu Yuk Ku (Siao Moui Kihong)

DÉCRET du 24 février 1967 *portant acquisition de la nationalité française*. (J.O.R.F. du 5 mars 1967).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Chung (Siou Lan), Papeete (Polynésie française), 18-09-30, NAT

Kieou (Ah Hao), Papeete (Polynésie française), 08-07-41, NAT

Kok Tam (Casimir), Faaa (Polynésie française), 20-03-42, NAT

Lai (Mitzi), Papeete (Polynésie française), 08-09-42, NAT

Lau (Yene-Hong), Papeete (Polynésie française), 09-09-45, NAT

Law Fat (At Siou), Papeete (Polynésie française), 25-08-28, NAT

Lee (Tchoun Yao), Huahine (Polynésie française), 22-03-40, NAT

Shin Kun Yeung (Euxène), Faaa (Polynésie française), 29-05-43, NAT

Tchang (Yene You), Papeete (Polynésie française), 28-06-48, NAT

Wong Tchoy (Charles) Papeete (Polynésie française), 10-03-42, NAT

Wo (Yock Kahn), Papeete (Polynésie française), 02-04-46, NAT

Yu (Yee Tung), Papeete (Polynésie française), 07-10-43, NAT

Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

Bau (Thérèse) — Wo (Yock Kahn)

Chune (Suzanne) — Chung (Siou Lan)

Constant (Casimir) — Kok Tam (Casimir)

Jacinthe (Jeanne-Marie) — Tchang (Yene You)

Lamy (Mirelle) — Lai (Mitzi)

Laufatte (Eliane) — Law Fat (At Siou)

Lausan (Alice) — Lau (Yene Hong)

Lichon (Claude) — Lee (Tchoun Yao)

Quilloux (Eliane) — Kieou (Ah Hao)

Seguin (Edouard) — Sain Kun Yeung (Euxène)

Vongey (Charles-Sylvain) — Wong Tchoy (Charles Teping)

Yumain (Yves-Jean) — Yu (Yee Tung Jhoun)

DÉCRET du 1^{er} mars 1967 *portant acquisition de la nationalité française*. (J.O.R.F. du 12 mars 1967).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Chung Soi (Mau Choung), Papeete (Polynésie française), 28-10-28, NAT

Chung Soi, née Tang Loung (Ten Kim Lem), Afaahiti (Polynésie française), 16-07-32, NAT

Chung Soi (Claude), Papeete (Polynésie française), 18-01-52, EFF

Chung Soi (Gilles), Papeete (Polynésie française), 11-04-53, EFF

Chung Soi (Micheline), Papeete (Polynésie française), 14-06-54, EFF

Chung Soi (Patricia), Papeete (Polynésie française), 29-08-55, EFF

Chung Soi (Freddy), Papeete (Polynésie française), 10-05-61, EFF

Chung Soi (Marc), Papeete (Polynésie française), 08-07-64, EFF

Lau Ki Kai (Liou Pia Tsiou), Huahine (Polynésie française), 26-03-26, NAT

Lau Ki Kai, née Wong Pah Loung (Pauline), Pare (Polynésie française), 25-02-28, NAT
 Lau Ki Kai (Justine), Afaahiti (Polynésie française), 09-06-50, EFF
 Lau Ki Kai (Paulette), Afaahiti (Polynésie française), 11-07-51, EFF
 Lau Ki Kai (Aline), Afaahiti (Polynésie française), 24-10-52, EFF
 Lau Ki Kai (Mirna), Afaahiti (Polynésie française), 24-05-54, EFF
 Lau Ki Kai (Simone), Afaahiti (Polynésie française), 23-10-55, EFF
 Lau Ki Kai (Jeannette), Afaahiti (Polynésie française), 02-09-57, EFF
 Lau Ki Kai (Gilbert) Afaahiti (Polynésie française), 12-01-59, EFF
 Lau Ki Kai (Elise), Afaahiti (Polynésie française), 22-02-60, EFF
 Lau Ki Kai (Hortense), Afaahiti (Polynésie française), 09-01-62, EFF
 Lau Ki Kai (Philippe), Papeete (Polynésie française), 23-08-65, EFF

Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

Chune (Francis) — Chung Soi (Mau Choung)
 Chune, née Lanoux (Marcelle) — Chung Soi, née Tang Loung (Ten Kim Lem)
 Chune (Claude) — Chung Soi (Claude)
 Chune (Gilles) — Chung Soi (Gilles)
 Chune (Micheline) — Chun Soi (Micheline)
 Chune (Patricia) — Chung Soi (Patricia)
 Chune (Freddy) — Chung Soi (Freddy)
 Chune (Marc) — Chung Soi (Marc)

.....

Langy (Pierre) — Lau Ki Kai (Liou Pia Tsiou)
 Langy (Pah Loung) — Lau Ki Kai (Pah Loung)
 Langy (Justine) — Lau Ki Kai (Justine)
 Langy (Paulette) — Lau Ki Kai (Paulette)
 Langy (Aline) — Lau Li Kai (Aline)
 Langy (Mirna) — Lau Ki Kai (Mirna)
 Langy (Simone) — Lau Ki Kai (Simone)
 Langy (Jeannette) — Lau Ki Kai (Jeannette)
 Langy (Gilbert) — Lau Ki Kai (Gilbert)
 Langy (Elise) — Lau Ki Kai (Elise)
 Langy (Hortense) — Lau Ki Kai (Hortense)
 Langy (Philippe) — Lau Ki Kai (Philippe)

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 4158 TP du 14 décembre 1966 portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés passés au nom du territoire de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
 Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3523 AA/F en date du 19 octobre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966 portant réglementation des marchés administratifs de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative des marchés en sa séance du 18 novembre 1966 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 14 décembre 1966,

Arrête :

PREAMBULE

Article 1er. — *Dispositions générales.*

A — *Passation des marchés* —

Les marchés relatifs à l'exécution des travaux dépendant des services administratifs du territoire de la Polynésie française peuvent être conclus :

- Par adjudication, ouverte ou restreinte ;
- Sur appel d'offres, ouvert ou restreint ;
- De gré à gré.

B — *Classification des marchés* —

Les marchés peuvent être passés à prix global forfaitaire, à prix unitaires et exceptionnellement sur la base de dépenses contrôlées :

a) Le marché à prix global forfaitaire est celui où le travail demandé à l'entrepreneur est complètement déterminé et où le prix est fixé en bloc et à l'avance ;

b) Le marché à prix unitaires est celui où le règlement est effectué en appliquant lesdits prix unitaires aux quantités réellement exécutées, les prix unitaires peuvent être soit spécialement établis pour le marché considéré (bordereau), soit basés sur ceux d'un recueil existant (série).

Le marché à commandes et le marché de clientèle constituent des cas particuliers des marchés à prix unitaires.

Le marché à commandes comporte :

- Un maximum de durée ;
- Un minimum et un maximum de volume des travaux exprimés soit en quantité, soit en valeur.

Le marché de clientèle comporte l'exécution de certaines prestations demandées au fur et à mesure des besoins pendant une période déterminée ;

c) Le marché sur dépenses contrôlées est celui dans lequel les dépenses réelles et contrôlées de l'entrepreneur (main-d'œuvre, matériaux, matières consommables, location de matériel, transports, etc...) pour l'exécution d'un travail déterminé lui sont intégralement remboursées, affectées de coefficients de majoration tenant compte des frais généraux et du bénéfice.

Art. 2. — *Délais.*

1 — Tout délai imparti par le marché à l'administration ou à l'entrepreneur commence à courir au début du lendemain du jour où s'est produit l'acte ou le fait qui sert de point de départ à ce délai.

2 — Lorsque le délai est fixé en jours, il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

3 — Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

4 — Lorsque le dernier jour d'un délai est un jour légalement férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit :

5 — Lorsque, dans les cas prévus aux articles 4 (A, 7, d) ; 5 (5, e) ; 12, 7 ; 27, 4 ; 30, 1 ; 31, 1 ; 33 (B, 1) ; 33 (B, 5, c) ; 33 (B, 6, c) ; 33 (C, 1) ; 34, 2 ; 39 (A, 6) ; 39 (A, 9) ; 39 (B, 3) ; 39 (B, 6) ; 41 (A, 8) ; 50, 2 ; 51, 1 ; l'entrepreneur adresse un document écrit à l'administration, il doit dans le délai imparti, s'il en est prévu un, soit déposer contre récépissé le pli auprès du fonctionnaire compétent, soit le lui faire parvenir par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La date du récépissé ou de l'avis de réception postal fait foi en matière de délai.

TITRE PREMIER

PASSATION DES MARCHES

Art. 3.— Dispositions générales.

A.— Conditions à remplir pour prendre part aux marchés.

1.— L'exécution des marchés ne peut être confiée qu'à une entreprise ayant les capacités juridique, technique et financière nécessaires. L'administration apprécie souverainement ces capacités.

2.— Pour pouvoir présenter des offres, les personnes ou sociétés en état de règlement judiciaire doivent avoir été préalablement autorisées par l'administration.

B.— Demande d'admission et justifications à fournir.

1.— Chaque candidat est tenu de présenter :

a) Une déclaration indiquant son intention de soumissionner et faisant connaître ses nom, prénoms, qualité et domicile, et, s'il agit au nom d'une société, la raison sociale, l'adresse du siège social, la qualité en laquelle il agit et les pouvoirs qui lui sont conférés ;

b) Une note indiquant ses moyens techniques, le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés ou à l'exécution desquels il a concouru, l'emploi qu'il occupait dans chacune des entreprises auxquelles il a collaboré, ainsi que les noms, qualités et domiciles des hommes de l'art sous la direction desquels ces travaux ont été exécutés.

Les certificats délivrés par ces hommes de l'art sont joints à la note.

c) Les renseignements ou pièces d'ordre technique concernant l'entreprise et dont la production peut être exigée, le cas échéant, par l'avis d'adjudication ou d'appel d'offres ;

d) Un certificat du trésorier-payeur ou de ses préposés constatant le versement, dans leur caisse, du montant du cautionnement provisoire éventuellement exigé ;

e) Un certificat attestant qu'ils sont à jour de leurs cotisations auprès de la caisse de compensation des prestations familiales ;

f) Un certificat indiquant leur situation à l'égard des contributions directes et de la trésorerie une situation soldée pour les années précédentes et à jour en ce qui concerne l'année en cours.

Le certificat mentionné au paragraphe d) peut être remplacé par une déclaration constatant qu'un établissement de crédit, ou une société de cautionnement mutuel, agréé par l'administration, s'est porté caution personnelle et solidaire pour le candidat à concurrence du montant du cautionnement provisoire.

Art. 4.— Adjudication.

A.— Adjudication ouverte.

1.— Définition.

L'adjudication ouverte comporte :

a) Un appel à la concurrence publié par voie d'affichage ou d'insertion dans la presse et, éventuellement, par tous autres moyens de publicité ;

b) L'examen des soumissions par un bureau en séance publique ;

c) L'obligation de n'attribuer le marché qu'au soumissionnaire le moins disant.

2.— Demande d'admission et justifications à fournir.

Chaque candidat est tenu de présenter les pièces exigées dans son cas particulier par l'article 3 ci-dessus.

3.— Visa des pièces demandées aux concurrents.

Toutes les pièces demandées aux concurrents pour leur permettre de participer à l'adjudication doivent, à peine de forclusion, avoir été visées à titre de communication, par le chef du service intéressé.

4.— Forme des soumissions.

a) Les soumissions doivent être conformes suivant le cas à l'un des modèles indiqués par les annexes A et B ci-jointes.

b) Toute soumission qui n'est pas accompagnée des pièces ci-dessus exigées ou qui présente avec le modèle prescrit une différence substantielle est déclarée nulle et non avenue ;

c) Pour les adjudications dites au rabais, le pourcentage de rabais (ou éventuellement de majoration) ne doit pas comporter plus d'une décimale ; dans le cas contraire, la deuxième décimale est réputée inexistante ;

d) Pour les adjudications sur offres de prix, le soumissionnaire doit présenter un bordereau des prix et un détail estimatif établis, chacun, conformément au modèle figurant au dossier d'adjudication et dont les indications doivent être en parfaite concordance, tant entre elles qu'avec celles de la soumission. En cas de discordance entre les indications de ces différentes pièces, les indications de prix écrites en lettres au bordereau des prix sont tenues pour bonnes et les indications contraires, aussi bien que les erreurs matérielles dans les opérations, sont rectifiées d'office pour établir le montant réel de la soumission devant servir de base à l'adjudication ;

e) Pour les adjudications sur prix global et forfaitaire, le soumissionnaire peut être tenu de présenter un détail estimatif donnant la décomposition du prix global et forfaitaire dans les conditions et aux fins définies par le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales.

5.— Envoi des soumissions.

a) Pour les adjudications dites au rabais, la soumission est mise, seule, dans une enveloppe cachetée portant le nom du soumissionnaire. Cette enveloppe est renfermée, avec les pièces exigées pour l'admission à l'adjudication, dans une deuxième

enveloppe, cachetée elle aussi, indiquant le lot auquel la soumission se rapporte, mais pas le nom du soumissionnaire ;

b) Pour les adjudications sur offres des prix, l'envoi se fait dans les mêmes formes que pour une adjudication dite au rabais, à la différence près que la soumission, au lieu d'être seule dans la première enveloppe, y est accompagnée du bordereau des prix et du détail estimatif établis par le soumissionnaire ;

c) Aucune soumission n'est reçue en séance publique ;

d) Les concurrents adressent par lettre recommandée au fonctionnaire désigné dans l'avis d'adjudication, leur soumission accompagnée des pièces annexes prescrites ;

e) Le délai pour la réception des lettres recommandées expire le dernier jour non férié précédant la veille de l'adjudication, à dix-sept heures, terme de rigueur ;

f) Les lettres recommandées portent extérieurement une mention indiquant la nature de leur contenu et avertissant qu'elles ne doivent pas être ouvertes avant l'adjudication ;

g) Aucune soumission une fois envoyée, ne peut être retirée, complétée ou modifiée.

6.— Ouverture des plis et décisions du bureau.

a) A l'ouverture de la séance publique, le président du bureau d'adjudication dépose sur le bureau tous les plis reçus ;

b) Les règles relatives à l'ouverture des plis et à la décision du bureau sont fixées par la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966 ;

c) Lorsque la vérification détaillée des soumissions ne peut pas être effectuée séance tenante, tous les soumissionnaires restent engagés pendant le délai de vérification qui est de dix jours, sauf stipulation du cahier des prescriptions spéciales fixant un délai moindre. Si cette vérification fait apparaître des erreurs et conduit ainsi à déclarer adjudicataire provisoire un candidat autre que celui désigné en séance publique, l'ancien et le nouvel adjudicataire provisoires sont informés de cette décision par les soins du président du bureau d'adjudication, avant l'expiration du délai susvisé ;

d) Les opérations du bureau et les résultats de l'adjudication sont constatés dans un procès-verbal qui n'est signé que par le président et les membres du bureau.

7.— Résultats définitifs de l'adjudication.

a) L'adjudication n'est valable qu'après la signature du marché par l'autorité compétente ;

b) L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cas où il n'est pas donné suite à l'adjudication ;

c) La signature du marché doit être notifiée au soumissionnaire dans un délai de soixante jours à partir de la date fixée pour l'ouverture des plis remis par les concurrents même si l'adjudication a donné lieu, en séance publique, à réclamation ou protestation ;

d) A l'expiration du délai fixé à l'alinéa A, 7, c ci-dessus, et si la signature du marché n'a pas encore été notifiée au soumissionnaire, celui-ci sera libre de renoncer à l'entreprise. Cette renonciation devra faire l'objet d'une déclaration écrite à l'autorité contractante ;

e) Mais si le soumissionnaire n'a pas usé de la faculté visée à l'alinéa A, 7, d ci-dessus avant la notification de la signature du marché, il sera engagé irrévocablement vis-à-vis du territoire par cette notification.

B.— Adjudication restreinte.

L'adjudication restreinte diffère de l'adjudication ouverte en ce que seuls sont autorisés à soumissionner les entrepreneurs reconnus, par le bureau d'adjudication, présenter les capacités suffisantes, notamment aux points de vue technique et financier.

2.— Conditions principales.

a) Les concurrents qui désirent prendre part à l'adjudication doivent en adresser la demande au fonctionnaire désigné sur l'avis d'adjudication et joindre à cette demande les pièces exigées dans leur cas particulier par l'article 3 ci-dessus ;

b) Les concurrents qui, à la suite de cette demande, ont été agréés sont seuls admis à prendre part à l'adjudication et doivent joindre à leur envoi l'avis d'admission qui leur aura été adressé par l'administration et qui leur aura indiqué les lieu, date et heure fixés pour l'adjudication et, s'il y a lieu, le certificat constatant le versement du cautionnement provisoire ;

c) Toutes les autres conditions fixées par le présent article pour les adjudications ouvertes sont applicables aux adjudications restreintes.

Art. 5.— Marché sur appel d'offres.

1.— Définition.

L'appel d'offres, avec ou sans concours, comporte :

a) Un appel à la concurrence adressé :

Soit par voie d'affichage ou d'insertion dans la presse et, éventuellement par tous autres moyens de publicité, à l'ensemble des entrepreneurs de la profession si l'appel d'offres est dit ouvert ;

Soit par demandes d'offres individuelles aux seuls entrepreneurs choisis par l'administration, si l'appel d'offres est dit restreint ;

b) L'ouverture des soumissions par une commission en séance non publique ;

c) La possibilité pour l'administration de choisir, librement et conformément aux intérêts du territoire, l'entrepreneur qui lui paraît mériter la préférence, même si celui-ci n'est pas le moins disant.

2.— Conditions principales des marchés sur appel d'offres sans concours.

a) Les marchés sur appel d'offres sans concours sont passés dans les conditions fixées aux articles 24 à 28 de la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966 ;

b) Le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales détermine les pièces à fournir par les soumissionnaires en ce qui concerne les modalités de règlement pour les marchés à forfait ;

c) Chaque concurrent place sous l'enveloppe extérieure visée à l'article 26 de la délibération précitée les pièces qui seraient exigées dans son cas particulier par l'article 3 ci-dessus. Toutefois, si l'appel d'offres est restreint, la note et les renseignements visés aux alinéas B, 1, b et B, 1, c dudit article ne sont produits que s'ils ont été demandés par la lettre de consultation.

3.— Conditions principales des marchés sur appel d'offres avec concours.

a) Les marchés sur appel d'offres avec concours portant soit sur l'exécution d'un projet préalablement établi, soit à

la fois sur l'établissement d'un projet et son exécution, sont passés dans les conditions fixées par les articles 29 à 32 de la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966 ;

b) Le programme du concours détermine les pièces à fournir par les soumissionnaires en ce qui concerne les modalités de règlement pour les marchés à forfait ;

c) Lorsque le concours est lancé par voie d'appel public à la concurrence, chaque candidat désirant y participer doit adresser la demande à l'administration dans le délai fixé par l'avis d'ouverture du concours et joindre à cette demande les pièces exigées dans son cas particulier par l'article 3 ci-dessus. Seuls sont admis à remettre des offres les candidats dont la demande est agréée par l'administration ;

d) Lorsque les candidats admis à soumissionner sont choisis directement par l'administration, il est fait application des dispositions prévues, en cas d'appel d'offres restreint, par le 2, c, du présent article.

4.— Forme des soumissions.

Les soumissions doivent être conformes aux modèles B bis ou C ci-annexés.

5.— Résultats définitifs de l'appel d'offres.

a) Les marchés sur appel d'offres, qu'ils soient passés avec ou sans concours, ne sont valables et définitifs qu'après avoir été signés par l'autorité compétente ;

b) Le soumissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cas où ses propositions ne sont pas acceptées ;

c) Dans le cas d'un marché sur concours, le programme du concours fixe le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé vis-à-vis du maître de l'ouvrage ;

d) Dans le cas d'un marché sur appel d'offres, la notification au titulaire doit intervenir dans le délai de quarante cinq jours à partir de la date limite fixée pour la réception des offres ;

e) A l'expiration des délais ci-dessus fixés et si la signature du marché n'a pas été notifiée au soumissionnaire, celui-ci sera libre de renoncer à l'entreprise par déclaration écrite adressée à l'administration ;

f) Mais si le soumissionnaire n'a pas usé de la faculté visée à l'alinéa précédent avant la notification de la signature du marché, il sera engagé irrévocablement vis-à-vis du territoire par cette notification.

Art. 6.— Marchés de gré à gré.

1.— Le marché de gré à gré est librement négocié entre l'administration et l'entrepreneur qu'elle a choisi sans que, pour assurer éventuellement la publicité et la concurrence et pour passer le marché, l'administration soit astreinte à suivre une procédure définie.

2.— Les conditions de passation des marchés de gré à gré sont fixées par les articles 34 et 35 de la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966.

3.— Le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales détermine les pièces à fournir par le soumissionnaire, notamment en ce qui concerne les modalités de règlement pour les marchés à forfait.

4.— Ces pièces comprennent les certificats visés aux alinéas B 1 e et B 1 f de l'article 3 ci-dessus.

Art. 7.— Cautionnements.

1.— Si le cahier des prescriptions spéciales le prévoit

chaque soumissionnaire est tenu de fournir un cautionnement provisoire dont le montant fixé par ce cahier ne saurait être supérieur à un pour cent (1%) du montant initial du marché.

2.— L'entrepreneur est tenu de fournir un cautionnement définitif dont le montant est fixé par le cahier des prescriptions spéciales et ne peut être ni inférieur à un et demi pour cent (1,5%) ni supérieur à trois pour cent (3%) du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants. A défaut de dispositions particulières du cahier des prescriptions spéciales, le montant du cautionnement définitif sera de trois pour cent (3%) du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

3.— Si le titulaire du marché bénéficie d'une réglementation spéciale en matière de cautionnement provisoire ou définitif, celui-ci est ramené, le cas échéant, au maximum prévu par ladite réglementation.

4.— Le cautionnement définitif ou la caution en tenant lieu doit être réalisé dans les vingt jours qui suivent la notification du marché.

5.— Lorsque le marché comporte un délai de garantie et si le cahier des prescriptions spéciales le prévoit, l'entrepreneur est tenu de fournir un cautionnement complémentaire dont le montant est fixé par ce cahier. Ce montant ne peut être supérieur à sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

6.— Le cautionnement complémentaire devra être constitué préalablement à la réception provisoire.

7.— Les cautionnements sont soumis aux conditions fixées par la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966.

8.— Ils garantissent la bonne exécution du marché et le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché.

9.— S'ils sont remplacés par une caution personnelle et solidaire l'engagement de la caution doit être établi selon un modèle fixé par arrêté du chef du territoire en application de l'article 90 de la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966.

Art. 8.— Pièces à délivrer à l'entrepreneur.

1.— Aussitôt après la signature du marché, l'administration délivre sans frais à l'entrepreneur, sur son récépissé, une expédition, vérifiée et certifiée conforme, de la soumission, du cahier des prescriptions spéciales et des autres pièces particulières, expressément désignées comme constitutives du marché.

2.— En cas de nantissement du marché, l'administration délivre également sans frais à l'entrepreneur un exemplaire spécial ou un extrait officiel du marché portant la mention "exemplaire spécial délivré en vue du nantissement prévu par l'article 119 de la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966".

3.— Les exemplaires supplémentaires demandés par l'entrepreneur lui sont délivrés à titre onéreux. Les sommes dues par lui à l'administration sont déduites du montant des décomptes des travaux.

4.— L'entrepreneur peut d'ailleurs faire prendre copie dans les bureaux de l'administration des autres pièces qui ont figuré au dossier public d'adjudication.

Art. 9.— *Frais de passation des marchés.*

L'entrepreneur acquitte les droits auxquels peuvent donner lieu l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

TITRE II

EXECUTION DES TRAVAUX

Art. 10.— *Domicile de l'entrepreneur — Présence de l'entrepreneur sur les lieux des travaux.*

1.— L'entrepreneur est tenu d'élire un domicile à proximité des travaux et de faire connaître le lieu de ce domicile à l'administration. Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation dans un délai de quinze jours à dater de la notification de la signature du marché, toutes les notifications qui se rapportent à son entreprise sont valables lorsqu'elles ont été faites soit à la mairie, soit au siège de la circonscription administrative désigné à cet effet par le cahier des prescriptions spéciales.

2.— Après la réception définitive des travaux, l'entrepreneur est relevé de l'obligation d'avoir un domicile à proximité des travaux. S'il ne fait pas connaître son nouveau domicile à l'administration, les notifications relatives à son entreprise sont valablement faites au chef-lieu ci-dessus désigné.

3.— Pendant la durée des travaux l'entrepreneur ne peut s'éloigner du chantier qu'après avoir fait agréer, par l'administration, un représentant capable de le remplacer de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue à raison de son absence.

4.— L'entrepreneur se rend dans les bureaux de l'administration et il accompagne les agents de l'administration dans leurs tournées toutes les fois qu'il en est requis.

Art. 11.— *Défense de sous-traiter ou de faire apport sans autorisation.*

1.— L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise ni en faire apport à une société ou à un groupement sans autorisation expresse de l'administration.

2.— Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

3.— Si, sans autorisation, l'entrepreneur a passé un sous-traité ou fait apport du marché à une société ou à un groupement, il peut être fait application, sans mise en demeure préalable, des mesures prévues à l'article 35 ci-après.

Art. 12.— *Préparation et exécution des travaux — Ordres de service.*

1.— L'entrepreneur doit commencer les travaux dans les délais fixés par l'ordre de service de l'administration.

2.— Le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales peut définir les délais dans lesquels l'entrepreneur doit, à compter de la date de notification de la signature du marché, présenter à l'approbation de l'administration d'une part, le calendrier d'exécution des travaux et les mesures générales qu'il entend prendre à cet effet, d'autre part, les dessins dont l'établissement lui incombe, assortis de toutes justifications utiles. Le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales peut subordonner le commencement des travaux à la présentation ou à l'approbation de tout ou partie de ces documents.

3.— L'entrepreneur reçoit gratuitement de l'administration, au cours de l'entreprise, une copie certifiée de chacun des dessins relatifs aux dispositions imposées par le projet et des autres documents nécessaires à l'exécution des travaux.

4.— Il se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés.

5.— Il se conforme aux changements qui lui sont prescrits pendant le cours du travail, mais seulement lorsque l'administration les a ordonnés par ordre de service. Il ne lui est tenu compte des changements qu'autant qu'il justifie de cet ordre de l'administration.

6.— L'entrepreneur a toutefois l'obligation de vérifier les documents visés aux alinéas 3, 4 et 5 du présent article et de signaler à l'administration, avant toute exécution, les erreurs, omissions ou contradictions qu'ils peuvent comporter et qui sont facilement décelables pour un homme de l'art.

7.— Lorsque l'entrepreneur estime que les prescriptions d'un ordre de service dépassent les obligations de son marché, il doit, sous peine de forclusion, en présenter l'observation écrite et motivée à l'administration dans un délai de vingt jours. La réclamation ne suspend pas l'exécution de l'ordre de service, à moins qu'il n'en soit ordonné autrement par l'administration.

8.— Les ordres de service sont obligatoirement écrits. Ils sont datés, numérotés et enregistrés.

Art. 13.— *Choix des commis, chefs de chantier ou d'ateliers et ouvriers.*

1.— L'entrepreneur ne peut prendre pour commis et chefs de chantiers ou d'ateliers que des personnes capables de l'aider et de le remplacer au besoin dans la conduite et le métrage des travaux.

2.— L'administration a le droit d'exiger le changement des agents et ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

3.— L'entrepreneur demeure responsable des fraudes ou malfaçons qui seraient commises par ses agents et ouvriers dans la fourniture et l'emploi des matériaux.

Art. 14.— *Embauchage des ouvriers.*

L'embauchage des ouvriers se fera dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Art. 15.— *Emploi de la main-d'œuvre agricole et forestière.*

L'utilisation de la main-d'œuvre agricole et forestière devra être faite dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Art. 16.— *Liste nominative des ouvriers — Ouvriers étrangers.*

1.— Le nombre des ouvriers de chaque profession doit toujours être suffisant pour permettre l'exécution des travaux dans les délais impartis.

2.— Pour mettre l'administration à même de contrôler l'accomplissement de cette condition, l'entrepreneur remet périodiquement à l'administration, aux époques fixées par celle-ci, la liste nominative des ouvriers, mentionnant la nationalité de chacun d'eux, sa qualification professionnelle, son mode de recrutement et la date de son affectation à l'entreprise.

Art. 17.— *Application de la législation et de la réglementation du travail et de la législation et de la réglementation sociales au personnel de l'entreprise — Paiement des ouvriers.*

1.— La charge entière de l'application au personnel de l'entreprise de l'ensemble de la législation et de la réglemen-

tation du travail, notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des travailleurs, comme de la législation et de la réglementation sociales incombe à l'entrepreneur, et l'administration pourra, en cas d'infraction, appliquer les mesures coercitives prévues à l'article 35.

2.— Le salaire payé aux ouvriers ne doit pas être inférieur, pour chaque profession et, dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers au prix qui figure au bordereau du taux normal et courant des salaires. Les heures supplémentaires de travail faites par les ouvriers au-delà de la durée légale seront majorées dans les conditions prévues par la législation en vigueur, ou par les conventions collectives de travail applicables dans la profession et dans le territoire, si celles-ci prévoient des taux supérieurs.

3.— Le bordereau du taux normal et courant des salaires est affiché par les soins et aux frais de l'entrepreneur dans les chantiers et ateliers où sont exécutés les travaux.

4.— Indépendamment des obligations prescrites par les règlements en vigueur en ce qui concerne l'inspection du travail, l'entrepreneur est tenu de donner communication à l'administration sur la demande de celle-ci, de tous les documents nécessaires pour vérifier que le salaire payé aux ouvriers n'a pas été inférieur au salaire porté à ce bordereau. Un agent de l'administration peut assister au paiement des ouvriers toutes les fois que celle-ci le juge utile.

5.— Si l'administration constate une différence, elle indemnise directement les ouvriers lésés au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur, ou, à défaut sur son cautionnement, et elle en avise l'inspecteur du travail.

6.— Le bordereau du taux normal et courant des salaires reste en vigueur tant qu'un nouveau bordereau, établi dans les conditions réglementaires, n'a pas été notifié à l'entrepreneur, il remplace le bordereau primitif et devient applicable du jour de sa notification.

7.— En cas de retard dûment constaté dans le paiement des salaires, l'administration se réserve la faculté de payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur ou, à défaut, sur son cautionnement.

8.— L'entrepreneur devra assurer le transport de tout ouvrier malade ou blessé, soit à l'établissement de soins le plus proche du lieu des travaux, soit à domicile, suivant la gravité de son état.

9.— Le cahier des prescriptions spéciales prescrit l'organisation d'ambulances sur les chantiers qui, par leur importance, leur situation et la nature des travaux, rendent cette mesure nécessaire.

10.— L'administration peut, si elle le juge utile dans l'intérêt public, prescrire à l'entrepreneur de demander et d'utiliser, après les avoir obtenues, les dérogations aux lois et règlements prévus par ces textes en ce qui concerne la durée du travail et le repos hebdomadaire.

11.— Outre les conditions de travail expressément stipulées par le cahier des prescriptions spéciales ou par les présentes clauses administratives générales, l'entrepreneur doit assurer à son personnel les autres conditions de travail qui peuvent être fixées par la réglementation locale, les conventions collectives ou les usages pour chaque profession et, dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers dans la localité ou la région où le travail est exécuté.

12.— Dans le cas où l'entrepreneur est autorisé à soustraire une partie de son entreprise, il demeure responsable

du respect des obligations mises à sa charge en vertu du présent article, qui doivent être portées par lui à la connaissance de ses sous-traitants.

13.— L'entrepreneur doit faire apposer sur les chantiers et ateliers une affiche indiquant la collectivité ou l'établissement pour le compte duquel les travaux sont exécutés, les nom, qualité et adresse du représentant légal de cette collectivité ou de cet établissement, ainsi que les nom et adresse de l'inspecteur du travail chargé du contrôle de l'entreprise.

Art. 18.— *Organisation et police des chantiers — Relations entre les divers entrepreneurs.*

1.— L'entrepreneur doit reconnaître les emplacements réservés aux chantiers ainsi que les moyens d'accès et s'informer de tous les règlements administratifs auxquels il doit se conformer pour l'exécution des travaux.

2.— L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente ainsi que, le cas échéant, les consignes spéciales fixées par le chef de l'établissement dans lequel sont exécutés les travaux.

3.— Lorsque plusieurs entrepreneurs travaillent sur le même chantier :

a) Le cahier des prescriptions spéciales peut préciser de quelle façon l'un des entrepreneurs ou un organisme choisi par lui et agréé par l'administration prendra ou fera prendre en tant que de besoin, les mesures nécessaires à la coordination des travaux, au bon ordre du chantier, à la sécurité des travailleurs de toute mesure de caractère commun précisé par ledit cahier, et fera l'avance des frais communs correspondants ;

b) Pour les travaux de bâtiment, à défaut de désignation par le cahier des prescriptions spéciales, l'entrepreneur du gros-œuvre assume ces responsabilités. Sauf dispositions particulières prévues par le cahier des prescriptions spéciales, les dépenses correspondantes sont, après contrôle de l'administration, réparties entre les entrepreneurs au prorata des montants respectifs de leurs entreprises ;

c) Sous le bénéfice des dispositions qui précèdent, chaque entrepreneur doit suivre l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres entrepreneurs sur ce que les travaux ont de commun, reconnaître, par avance, tout ce qui intéresse leur réalisation, fournir les indications nécessaires à ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestation, en référer à l'administration.

4.— L'entrepreneur doit contracter une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés aux tiers par la conduite ou les modalités d'exécution des travaux. Il demeure en tout état de cause responsable.

Art. 19.— *Transports réservés.*

L'entrepreneur est soumis, pour les transports exécutés en vue de pourvoir à l'exécution du marché, aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur, notamment art. 179 de la délibération n° 63/1 du 18 janvier 1963 portant code des douanes et de l'article 10 de la loi du 28 février 1948.

Art. 20.— *Propriété industrielle ou commerciale.*

1.— Du seul fait de la signature du marché, l'entrepreneur garantit le territoire contre toutes les revendications concernant les fournitures ou matériaux, procédés et moyens utilisés pour l'exécution des travaux et émanant des titulaires de bre-

vets, licences, dessins, modèles, marques de fabrique ou de commerce. Il lui appartient, le cas échéant, d'obtenir les cessations, licences ou autorisations nécessaires et de supporter la charge des droits, redevances, ou indemnités y afférentes.

2.— En cas d'actions dirigées contre le territoire par des tiers détenteurs de brevets, licences, modèles, dessins, marques de fabrique ou de commerce utilisés par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit intervenir à l'instance et indemniser le territoire de tous dommages-intérêts prononcés à son encontre ainsi que des frais supportés par lui.

3.— Sous réserve des droits des tiers, l'administration a la possibilité de réparer elle-même ou de faire réparer les appareils brevetés utilisés ou incorporés dans les travaux, au mieux de ses intérêts, par qui bon lui semble, et de se procurer comme elle l'entend les pièces nécessaires à cette réparation.

Art. 21.— *Origine, qualité et mise en œuvre des matériaux.*

1.— Sauf exceptions prévues au cahier des prescriptions spéciales, les matériaux doivent être conformes aux dispositions du cahier des prescriptions communes.

2.— Dans chaque espèce, catégorie ou choix, ils doivent être de la meilleure qualité, travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art.

3.— Ils ne peuvent être employés qu'après avoir été vérifiés et provisoirement acceptés par l'administration ou par ses préposés, à la diligence de l'entrepreneur.

4.— Nonobstant cette acceptation et jusqu'à la réception définitive des travaux, ils peuvent, en cas de surprise, de mauvaise qualité ou de malfaçon, être rebutés par l'administration et ils sont alors remplacés par l'entrepreneur et à ses frais.

Art. 22.— *Dimensions et dispositions des matériaux et des ouvrages.*

1.— L'entrepreneur ne peut, de lui-même, apporter aucun changement au projet.

2.— Sur l'ordre de service de l'administration qui fixe un délai d'exécution, il est tenu de faire remplacer les matériaux ou reconstruire les ouvrages qui ne sont pas conformes au cahier des prescriptions spéciales ou aux ordres de service.

3.— Toutefois, si l'administration reconnaît que les changements faits par l'entrepreneur ne sont contraires ni aux règles de l'art, ni au bon goût, les nouvelles dispositions peuvent être maintenues ; dans ce cas, l'entrepreneur n'a droit à aucune augmentation de prix, à raison des dimensions plus fortes ou de la valeur plus élevée que peuvent avoir les matériaux ou les ouvrages. Dans ces cas, les métrés sont basés sur les dimensions prescrites par le cahier des prescriptions spéciales ou par les ordres de service. Si, au contraire, les dimensions sont plus faibles ou la valeur des matériaux moindre, les métrés et les prix sont réduits en conséquence.

Art. 23.— *Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi.*

1.— Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit procéder à ses frais au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par l'administration pour l'exécution des travaux. Il se conforme pour ce dégagement, ce nettoyage et cette remise en état à l'échelonnement et aux délais fixés par le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales ou par les ordres de service.

2.— A défaut d'exécution de tout ou partie de ces opérations dans les conditions prescrites, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent après mise en demeure par l'administration, et, à l'expiration d'un délai de trente jours après cette mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit à la décharge publique aux frais, risques et périls de l'entrepreneur, ou vendus aux enchères par l'administration des domaines. Toutefois, lorsqu'une vente aux enchères est envisagée par l'administration celle-ci en réfère au chef du territoire avant la mise en demeure.

3.— Les sanctions définies à l'alinéa 2 du présent article sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été prévues contre l'entrepreneur dans le cahier des prescriptions spéciales.

4.— En cas de vente aux enchères, le produit de la vente est versé, au nom de l'entrepreneur, à la caisse des dépôts et consignations, déduction faite des frais et, s'il en a été prévu, des pénalités visées à l'alinéa 3 du présent article.

Art. 24.— *Objets trouvés dans les fouilles.*

1.— Le territoire se réserve la propriété des matériaux qui se trouvent dans les fouilles et démolitions faites dans les terrains lui appartenant, sauf à indemniser l'entrepreneur de ses soins particuliers.

2.— Il se réserve également les objets de toute nature et en particulier les objets d'art qui pourraient s'y trouver, sauf indemnité à qui de droit. Leur découverte doit être immédiatement signalée par l'entrepreneur à l'administration.

3.— L'entrepreneur est tenu d'informer son personnel du droit que se réserve ainsi le territoire.

Art. 25.— *Emploi des matériaux neufs ou de démolition appartenant au territoire.*

Lorsque, en dehors des prévisions du marché, l'administration juge à propos d'employer des matériaux neufs ou de démolition appartenant au territoire, l'entrepreneur n'est payé que des frais de main-d'œuvre et d'emploi, réglés conformément aux indications de l'article 29 ci-après.

Art. 26.— *Vices de construction.*

1.— Lorsque l'administration présume qu'il existe dans les ouvrages des vices de construction, elle peut prescrire par ordre de service, soit en cours d'exécution, soit avant la réception définitive, la démolition et la reconstruction des ouvrages ou parties d'ouvrages présumés vicieux.

2.— Lorsque cette opération n'est pas faite par l'entrepreneur, il y est procédé en sa présence ou lui dûment convoqué.

3.— Les dépenses résultant de cette opération sont à la charge de l'entrepreneur lorsque les vices de construction sont constatés et reconnus, sans préjudice de l'indemnité à laquelle le territoire peut prétendre de ce fait.

Art. 27.— *Pertes — Avaries et sujétions d'exécution — Cas de force majeure.*

1.— L'entrepreneur ne peut se prévaloir, ni pour éluder les obligations de son marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées :

a) Par l'exploitation normale du domaine public et des services publics et notamment par la présence et le maintien de canalisations, conduites, câbles de toute nature, ainsi que

par les chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations, sauf les exceptions expressément énumérées dans le cahier des prescriptions spéciales ;

b) Par l'exécution simultanée d'autres travaux expressément désignés dans le cahier des prescriptions spéciales.

2.— Il n'est alloué à l'entrepreneur aucune indemnité à raison des pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens ou fausses manœuvres.

3.— L'entrepreneur doit notamment prendre, à ses risques et périls, les dispositions nécessaires pour que ses approvisionnements, son matériel et ses installations de chantier ne puissent être enlevés ou endommagés par les tempêtes, les crues, la houle et tous phénomènes atmosphériques.

4.— Ne sont pas compris toutefois dans les dispositions qui précèdent, les cas de force majeure qui, dans le délai de dix jours au plus après l'événement ont été signalés par écrit, par l'entrepreneur ; dans ce cas néanmoins, il ne peut rien être alloué qu'avec l'approbation de l'administration. Passé ce délai de dix jours, l'entrepreneur n'est plus admis à réclamer.

5.— Le cahier des prescriptions spéciales peut, pour les caractéristiques de différents phénomènes naturels, tels que la vitesse du vent, la vitesse du courant, l'amplitude de la houle, la hauteur de la crue, fixer les limites au-dessous desquelles la force majeure ne peut en aucun cas être invoquée par l'entrepreneur.

6.— Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 4 du présent article, aucune indemnité ne sera due à l'entrepreneur, même en cas de force majeure, pour perte totale ou partielle de son matériel flottant, les frais d'assurance de ce matériel étant compris implicitement dans les prix du marché.

Art. 28.— *Caractère général des prix.*

Les prix du marché comprennent le bénéfice, ainsi que tous droits, impôts, taxes, sous réserve des dispositions particulières applicables aux marchés administratifs, frais généraux, faux frais et, d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Art. 29.— *Règlement du prix des ouvrages non prévus.*

1.— Lorsque, sans changer l'objet du marché, il est jugé nécessaire d'exécuter des ouvrages ne figurant ni au bordereau, ni à la série ou de modifier la provenance des matériaux telle qu'elle est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales, l'entrepreneur se conforme immédiatement aux ordres de service qu'il reçoit à ce sujet et il est préparé sans retard de nouveaux prix, d'après ceux du marché ou par assimilation aux ouvrages les plus analogues. Dans le cas d'une impossibilité absolue d'assimilation, on prend pour termes de comparaison les prix courants du pays.

2.— Les nouveaux prix sont calculés dans les mêmes conditions économiques que les prix du marché, et de manière à être passibles du rabais ou de la majoration si le marché en comporte. Après avoir été débattus par l'administration avec l'entrepreneur, ils sont soumis à l'approbation de l'autorité compétente sous forme d'avenant et notifiés à l'entrepreneur par ordre de service.

3.— A défaut d'accord, il est fait application de la procédure fixée par l'article 52.

4.— En attendant l'approbation de l'autorité compétente ou la solution du litige, l'entrepreneur est payé provisoirement aux prix préparés par l'administration.

5.— Pour les travaux réglés sur prix global et forfaitaire, le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales détermine les conditions de règlement des modifications susceptibles d'être prescrites par l'administration en cours d'exécution. Pour cette catégorie de travaux, le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales peut déterminer dans quelles limites, dans quels cas et moyennant quelles conditions, les modifications au marché primitif doivent être sanctionnées par un avenant, préalablement à l'exécution de toute modification.

Art. 30.— *Augmentation dans la masse des travaux.*

1.— En cas d'augmentation dans la masse des travaux, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que l'augmentation, évaluée aux prix initiaux n'excède pas vingt pour cent (20 %) du montant de l'entreprise. Si l'augmentation est supérieure à ce pourcentage, il a droit à la résiliation immédiate de son marché, sans indemnité, à condition toutefois d'en avoir fait parvenir la demande écrite à l'administration, dans le délai de deux mois à partir de l'ordre de service dont l'exécution entraînerait l'augmentation du montant des travaux au-delà du pourcentage fixé. Le tout sauf application, s'il y a lieu, de l'article 32 ci-après.

2.— Ce pourcentage est porté à quarante pour cent (40 %) pour les marchés d'entretien ou de réparation.

3.— Si l'administration l'exige, l'entrepreneur est tenu d'exécuter aux conditions du marché les travaux commencés, dans la limite du pourcentage fixé.

4.— Les dispositions des trois alinéas précédents ne s'appliquent pas, en raison de leur nature, aux marchés à commandes, aux marchés de clientèle, aux marchés sur dépenses contrôlées, ainsi qu'aux marchés d'études.

Art. 31.— *Diminution dans la masse des travaux.*

1.— En cas de diminution dans la masse des travaux et sauf application de l'article 32 ci-après, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que la diminution, évaluée aux prix initiaux n'excède pas vingt pour cent (20 %) du montant de l'entreprise. Si la diminution est supérieure à ce pourcentage, l'entrepreneur peut présenter en fin de compte une demande en indemnité, basée sur le préjudice que lui ont causé les modifications survenues à cet égard dans les prévisions du projet. A défaut d'entente amiable, l'indemnité est fixée par le tribunal administratif, sans préjudice du droit à la résiliation immédiate qui doit être demandée dans la même forme et le même délai que pour l'application de l'article 30 ci-dessus.

2.— Ce pourcentage est porté à trente cinq pour cent (35 %) pour les travaux d'entretien ou de réparation.

3.— Les deux alinéas précédents ne s'appliquent pas, en raison de leur nature aux marchés à commandes, aux marchés de clientèle, aux marchés sur dépenses contrôlées, ainsi qu'aux marchés d'études.

Art. 32.— *Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages.*

1.— Lorsque le marché comporte un détail estimatif indiquant l'importance des diverses natures d'ouvrages et que les changements ordonnés par l'administration ou résultant des circonstances qui ne sont ni de la faute, ni du fait de l'entrepreneur, modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages de telle sorte que les quantités diffèrent de plus de trente

pour cent (30 %) en plus ou en moins des quantités portées au détail estimatif, l'entrepreneur peut présenter en fin de compte, une demande en indemnité basée sur le préjudice que lui ont causé les modifications survenues à cet égard dans les prévisions du projet.

2.— L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité à l'occasion de l'exécution de natures d'ouvrages qui ne sont pas mentionnées au détail estimatif et dont les prix sont néanmoins prévus au marché.

3.— Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas en raison de leur nature, aux marchés d'entretien ou de réparation, aux marchés à commandes, aux marchés de clientèle, aux marchés sur dépenses contrôlées, ainsi qu'aux marchés d'études.

Art. 33.— *Variations dans les prix.*

Dans le cas où l'administration traite sur la base d'un prix révisable, il est fait application, sauf en ce qui concerne les marchés de clientèle, des dispositions suivantes :

Premier sous article

Cas où le marché comporte un détail estimatif.

A.— *Actualisation des prix.*

1.— Les termes « délai contractuel des travaux » s'entendent de la période comprise entre l'origine des délais d'exécution fixée par ordre de service d'une part, et les dates d'expiration des délais fixés contractuellement pour l'achèvement des travaux d'autre part.

2.— Les prix d'origine à considérer sont, soit les prix établis à la date précisée au cahier des prescriptions, soit les prix résultant de l'actualisation de ces derniers dans les conditions fixées par les dispositions réglementaires en vigueur à la date limite de remise des soumissions ou des offres.

3.— Dans le cas où le marché ne contient pas de formule de variation des prix, seront annexés au marché les sous-détails des prix de bordereau ou de forfait suivant le cas, sous-détails dont le caractère contractuel relativement à l'actualisation sera précisé par le cahier des prescriptions spéciales.

4.— Dans le cas où le marché contient une ou des formules de variation des prix, l'actualisation est faite en appliquant la ou les formules de variation mais sans partie fixe, ni marge de neutralisation.

5.— Si la nature des travaux conduit à fractionner l'exécution en plusieurs tranches dont les délais d'exécution partent d'origines différentes, l'actualisation des prix de chaque tranche est faite à la date d'origine du délai d'exécution correspondant.

B.— *Cas où le marché ne contient pas de formule de variation des prix.*

1.— Si, pendant le délai contractuel des travaux, les prix de la main-d'œuvre, des matériaux et des fournitures, ainsi que les charges imposées par voie législative ou réglementaire entrant dans la composition des prix unitaires subissent une variation, il est fait application des dispositions suivantes si l'entrepreneur en fait la demande par écrit ou si l'administration en prend l'initiative.

2.— Si la demande émane de l'entrepreneur, elle doit être accompagnée des justifications ci-après :

a) La situation, à la date de la demande de l'entrepreneur, des quantités d'ouvrages faits conformément au marché, ter-

minés ou non terminés, ainsi que des approvisionnements existants sur le chantier, en usine ou en atelier ;

b) La situation, à la même date, des quantités restant à exécuter. Cette situation est établie en retranchant les quantités d'ouvrages terminés ou non terminés visés au 2 a, ci-dessus des quantités d'ouvrages prévues au détail estimatif augmentées ou diminuées pour tenir compte des changements ordonnés par l'administration, dans le cas d'un marché au forfait.

c) L'estimation P0 des travaux restant à exécuter calculée en appliquant à la situation visée au 2 b, ci-dessus les prix du bordereau primitif réajustés dans les conditions définies au A du présent article et s'il y a lieu, les prix supplémentaires établis en vertu de l'article 29 ci-dessus.

d) L'estimation P1 des travaux restant à exécuter, calculée en appliquant, aux mêmes quantités, des prix unitaires rectifiés en tenant compte des seules variations visées à l'alinéa B-1 du présent article et survenues entre la date d'origine des délais d'exécution et le jour de la présentation par l'entrepreneur de la demande visée aux alinéas B-1 et B-2 du présent article, si elle est antérieure à la date fixée pour l'achèvement des travaux, cette dernière date dans le cas contraire. Dans cette estimation, les approvisionnements existant à la date de la demande de l'entrepreneur sont comptés pour leur valeur à l'époque de leur approvisionnement par ses soins.

3.— La décomposition en leurs éléments des prix des bordereaux du marché, d'une part, et des prix rectifiés, d'autre part, est basée sur les mêmes procédés d'exécution, et notamment sur les mêmes quantités de travail pour chaque catégorie de personnel.

4.— Ne sont pris en compte pour le calcul des prix unitaires rectifiés ni les renchérissements résultant des agissements ou des fautes de l'entrepreneur, ni les hausses de salaires provoquées par l'installation et la marche des chantiers.

5.— En cas de hausse des prix, les droits respectifs de l'administration et de l'entrepreneur sont définis de la façon suivante :

a) Si le rapport $\frac{P1 - P0}{P0}$ est inférieur à un vingtième (1/20)

l'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité ;

b) Si le rapport $\frac{P1 - P0}{P0}$ est compris entre un vingtième

(1/20) et un cinquième (1/5), les neuf dixièmes (9/10) de l'excédent $P1 - P0$ au-dessus du vingtième (1/20) de $P0$ sont pris en charge par l'administration, laquelle peut, soit modifier en conséquence les prix des travaux restant à exécuter, dans les conditions fixées par l'article 29 du présent texte, soit ajouter la plus value correspondant au montant des décomptes avant la déduction du rabais. Les nouveaux prix portent effet du jour de la demande visée à l'alinéa B 1, du présent article.

c) Si le rapport $\frac{P1 - P0}{P0}$ dépasse un cinquième (1/5), l'en-

trepreneur a droit, sur sa demande écrite, à la résiliation de son marché, sous réserve de l'indemnité qui lui est allouée dans les conditions fixées aux alinéas B 1 et D de l'article 43 ci-après. L'entrepreneur est tenu de continuer les travaux jusqu'à la décision de l'administration sans préjudice de l'indemnité susceptible de lui être allouée pour les travaux exécutés entre la date à partir de laquelle la résiliation lui est due et la date à laquelle elle lui est notifiée. A défaut d'accord

avec l'administration, il est fait application de la procédure fixée par l'article 52.

6.— En cas de baisse des prix, les droits respectifs de l'administration et de l'entrepreneur sont définis de la façon suivante :

a) Si le rapport $\frac{P_0 - P_1}{P_0}$ est inférieur à un vingtième ($\frac{1}{20}$),

P_0

l'administration ne peut prétendre à aucune réduction de prix ;

b) Si le rapport $\frac{P_0 - P_1}{P_0}$ est compris entre un vingtième

P_0

($\frac{1}{20}$) et un cinquième ($\frac{1}{5}$), les neuf dixièmes ($\frac{9}{10}$) de l'excédent $P_0 - P_1$ au-dessus du vingtième ($\frac{1}{20}$) de P_0 sont acquis à l'administration laquelle peut soit modifier en conséquence les prix des travaux restant à exécuter, dans les conditions fixées à l'article 29 du présent texte, soit déduire la moins value correspondante du montant des décomptes avant la déduction du rabais. Les nouveaux prix portent effet du jour où l'administration a notifié à l'entrepreneur le résultat du calcul de $P_0 - P_1$;

P_0

c) Si le rapport $\frac{P_0 - P_1}{P_0}$ dépasse un cinquième ($\frac{1}{5}$), l'en-

P_0

trepreneur a droit, sur sa demande écrite, à la résiliation. En attendant la reconnaissance du droit à résiliation, l'entrepreneur doit continuer les travaux qui lui sont payés soit par déduction des prix unitaires dans les conditions fixées à l'article 29 du présent texte, soit déduction faite de la moins-value correspondante sur le montant des décomptes avant déduction du rabais ;

d) Dans le cas où le rapport $\frac{P_0 - P_1}{P_0}$ dépasse un cinquième

P_0

($\frac{1}{5}$), l'administration peut prononcer d'office la résiliation du marché. A défaut d'accord avec l'entrepreneur sur les conditions de cette résiliation, il est fait application de la procédure fixée à l'article 52.

C.— *Cas où le marché contient une ou des formules de variation des prix.*

1.— Si, pendant le délai contractuel des travaux, les prix des travaux subissent une variation telle que la dépense totale des travaux restant à exécuter à un instant donné se trouve par le jeu des formules, augmentée ou diminuée de plus de moitié par rapport à la dépense évaluée avec les prix résultant des mêmes formules à la date d'origine des délais d'exécution fixée par ordre de service, l'autorité d'approbation peut résilier le marché d'office ; de son côté, l'entrepreneur a droit, sur sa demande écrite, à la résiliation, sauf dans le cas où le montant des travaux restant à exécuter, évalué au prix d'origine, n'excède pas dix pour cent (10 %). En tout état de cause, l'entrepreneur doit continuer les travaux jusqu'à décision de l'administration.

2.— Si la résiliation est demandée par l'entrepreneur, les travaux exécutés entre la date de la demande de résiliation et la date à laquelle la résiliation lui aura été notifiée lui seront payés au prix du marché révisés conformément aux formules de variation des prix, à condition qu'il ne se soit pas écoulé plus de deux mois entre ces deux dates.

3.— S'il s'est écoulé plus de deux mois entre les deux dates définies à l'alinéa C 2 ci-dessus, les prix applicables au-delà du deuxième mois seront débattus entre l'entrepreneur et

l'administration dans la limite des prix correspondant aux dépenses réelles majorées forfaitairement de cinq pour cent (5 %) pour bénéfice. Si aucun accord ne peut intervenir, l'entrepreneur est payé à des prix provisoires fixés par l'administration, réserve faite de l'application éventuelle de la procédure fixée à l'article 52.

Second sous article

Cas où le marché ne comporte pas de détail estimatif.

1.— Le cahier des prescriptions spéciales détermine la ou les formules de variation à appliquer aux prix unitaires. L'entrepreneur n'a pas droit à la résiliation de son marché pour cause de variation des prix ; toutefois, lorsque le résultat de l'application soit de la formule de variation unique soit de la formule applicable à l'un des prix ou à un groupe de prix fait apparaître une variation de plus de 50 pour 100 du prix initial, la formule en cause peut faire l'objet d'une nouvelle détermination soit à la demande de l'entrepreneur, soit à l'initiative de l'administration. En cas de désaccord, l'entrepreneur est provisoirement payé au prix fixé par l'administration réserve faite de l'application éventuelle de la procédure fixée par l'article 52.

2.— Les dispositions de l'alinéa qui précède s'appliquent également aux marchés à forfait ne comportant pas de décomposition de prix global forfaitaire et dont le prix global peut être soumis à une formule de variation unique déterminée par le cahier des prescriptions spéciales. Le prix est actualisé si le cahier des prescriptions spéciales le permet.

Art. 34.— *Cessation absolue ou ajournement des travaux.*

1.— Lorsque l'administration ordonne la cessation absolue des travaux, l'entreprise est immédiatement résiliée.

2.— Lorsque les travaux, soit avant, soit après commencement d'exécution se trouvent ajournés pour plus d'une année par ordre ou par défaut d'ordre de l'administration, l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché, s'il le demande par écrit, sans préjudice de l'indemnité qui, dans un cas comme dans l'autre, peut lui être allouée, s'il y a lieu.

3.— La demande de l'entrepreneur n'est recevable que si elle est présentée dans le délai de quatre mois à partir de la date de notification de l'ordre de service prescrivant l'ajournement des travaux pour plus d'un an. Si la durée de l'ajournement n'est pas précisée, le délai ci-dessus est porté à onze mois. Si l'ordre de commencer les travaux n'a pas été donné, le délai sera encore de onze mois à compter de la notification de l'approbation du marché.

4.— Il en est de même dans le cas d'ajournements successifs dont la durée totale dépasse un an, même dans les cas où les travaux ont été repris entre temps.

5.— Si les travaux ont reçu un commencement d'exécution, l'entrepreneur peut requérir qu'il soit procédé immédiatement à la réception provisoire des ouvrages exécutés, puis à leur réception définitive, après l'expiration du délai de garantie.

6.— Lorsque les travaux, que ce soit par ordre ou par défaut d'ordre de l'administration, se trouvent ajournés pour moins d'une année, l'entrepreneur n'a pas droit à la résiliation, mais seulement à une indemnité en cas de préjudice dûment constaté.

Art. 35.— *Mesures coercitives.*

1.— Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas, soit aux dispositions du marché, soit aux ordres de service qui lui

sont donnés par l'administration, l'autorité contractante le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui lui est notifiée par un ordre de service.

2.— Le délai, sauf le cas d'urgence, n'est pas inférieur à dix (10) jours à dater de la notification de la mise en demeure.

3.— Passé ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, l'autorité contractante peut ordonner l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur. Cette régie peut n'être que partielle.

4.— Il est alors procédé immédiatement en présence de l'entrepreneur ou lui dûment appelé, à la constatation des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés, ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel de l'entrepreneur et à la remise entre les mains de celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utilisée par l'administration pour l'achèvement des travaux.

5.— De toute manière, il est rendu compte des opérations à l'autorité d'approbation, qui peut, selon les circonstances, soit ordonner une adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur, soit prononcer la résiliation pure et simple du marché, soit prescrire la continuation de la régie.

6.— Dans le cas de la régie et pendant sa durée, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres de l'administration. Il peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

7.— Les excédents de dépenses qui résultent de la régie ou du nouveau marché sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur ou, à défaut, sur son cautionnement, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

8.— Si la régie ou le nouveau marché entraîne, au contraire, une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice, qui reste acquis au territoire.

9.— L'administration peut décider qu'en raison de l'urgence de l'achèvement des travaux, il sera substitué à la procédure de l'adjudication à la folle enchère, la passation d'un marché sur appel d'offres ou d'un marché de gré à gré, avec ou sans concurrence, suivant telle forme qu'elle estime devoir suivre en l'espèce et sans que l'entrepreneur puisse élever aucune protestation sur la procédure choisie à raison des sommes dont il sera, en définitive, constitué débiteur envers le territoire.

10.— Lorsque des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge de l'entrepreneur, le chef du territoire, peut, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont l'entrepreneur est passible, l'exclure pour un temps déterminé ou définitivement des marchés de son administration. L'entrepreneur est invité préalablement à présenter ses moyens de défense dans un délai imparti par l'administration.

Art. 36.— Pénalités.

Si des pénalités pour retard sont prévues au marché, elles sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur la simple confrontation de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution et de la date de réception provisoire, sans préjudice de l'application de l'article 35 ci-dessus.

Art. 37.— Décès, faillite ou règlement judiciaire de l'entrepreneur.

1.— Décès.

En cas de décès de l'entrepreneur, le contrat est résilié de plein droit sans indemnité, sauf à l'administration à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des travaux.

2.— Faillite ou règlement judiciaire.

a) Le contrat est également résilié de plein droit sans indemnité :

En cas de faillite, sauf à l'administration à accepter, dans l'éventualité où le syndic aurait été autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de l'industrie, les offres qui peuvent être faites par ledit syndic pour la continuation de l'entreprise ;

En cas de règlement judiciaire, si l'entrepreneur n'est pas autorisé à continuer l'exploitation de son industrie.

b) En tout état de cause, les mesures conservatoires ou de sécurité dont l'urgence apparaît en attendant une décision définitive du tribunal sont prises d'office par l'administration et mises à la charge de l'entrepreneur.

TITRE III

REGLEMENT DES DEPENSES

Art. 38.— Bases du règlement des comptes.

1.— Sauf stipulations particulières du cahier des prescriptions communes ou du cahier des prescriptions spéciales, les comptes sont établis comme il est indiqué ci-après :

2.— Marché comportant une série ou un bordereau des prix ;

a) Le décompte est établi en appliquant aux quantités réellement effectuées et régulièrement constatées comme il est dit à l'article 39 ci-après les prix unitaires de la série ou du bordereau modifiés, s'il y a lieu, par application des clauses de révision des prix que le marché pourrait comporter et affectés éventuellement du rabais (ou de la majoration) indiqué à la soumission ;

b) Toutefois, dans le cas prévu à l'alinéa 3 de l'article 22, lorsque la valeur des ouvrages exécutés est supérieure à celle des ouvrages prescrits par le cahier des prescriptions spéciales ou les ordres de service, les comptes sont établis sur la base de ces derniers ouvrages.

3.— Marchés à forfait.

Les marchés à forfait sont réglés dans les conditions prévues au cahier des prescriptions communes ou au cahier des prescriptions spéciales compte tenu, s'il y a lieu des clauses de révision des prix.

4.— Marchés sur dépenses contrôlées.

Le décompte relatif aux marchés sur dépenses contrôlées fait l'objet de dispositions prévues dans le cahier des prescriptions spéciales.

5.— Dispositions communes.

L'entrepreneur ne peut, en aucun cas, pour les comptages, mesurages et pesages, invoquer en sa faveur les us et coutumes.

Art. 39.— Attachements, situations, relevés.

A.— Travaux exécutés suivant les pratiques du génie civil.

1.— Les attachements sont établis à partir des constatations faites sur le chantier, des éléments qualitatifs et quantitatifs

relatifs aux travaux exécutés et des approvisionnements réalisés, d'après les calculs effectués en partant de ces éléments pour déterminer les quantités directement utilisables pour l'établissement des décomptes.

2.— Les attachements comprennent, s'il y a lieu, pour chaque article, les numéros de série ou de bordereau des prix unitaires et la dépense partielle.

3.— Les attachements sont pris, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, par l'agent chargé de la surveillance de ceux-ci, en présence de l'entrepreneur convoqué à cet effet ou de son représentant agréé et contradictoirement avec lui. Toutefois, si l'entrepreneur ne répond pas à la convocation et ne se fait pas représenter, les attachements sont pris en son absence et sont réputés contradictoires.

4.— Les attachements sont présentés pour acceptation à l'entrepreneur qui peut en prendre copie dans les bureaux de l'administration.

5.— Si l'entrepreneur refuse de signer les attachements ou ne les signe qu'avec réserves, il est dressé procès-verbal de la présentation et des circonstances qui l'ont accompagnée ; le procès-verbal est annexé aux pièces non signées.

6.— Lorsque l'entrepreneur refuse de signer les attachements ou ne les signe qu'avec réserves, il lui est accordé un délai de vingt jours à dater de la présentation des pièces pour formuler par écrit ses observations.

7.— Passé ce délai, les attachements sont censés acceptés par lui, comme s'ils étaient signés sans aucune réserve.

8.— Les attachements ne sont pris en compte dans les décomptes qui sont établis à l'appui des paiements faits à l'entrepreneur, qu'autant qu'ils ont été admis par l'administration.

9.— L'acceptation des attachements par l'entrepreneur concerne d'une part, les quantités, d'autre part, les prix. Ceux-ci doivent être désignés par les numéros de série ou du bordereau des prix unitaires. Lorsque l'acceptation de l'attachement est limitée aux quantités, mention expresse doit en être faite par l'entrepreneur qui doit formuler par écrit ses réserves sur les prix dans le délai de vingt jours à compter de la présentation.

10.— L'entrepreneur est tenu de provoquer en temps utile la prise contradictoire des attachements pour les travaux, prestations, fournitures qui ne seraient pas susceptibles de constatation ou de vérifications ultérieures, faute de quoi il doit, sauf preuves contraires à fournir par lui et à ses frais, accepter les décisions de l'administration.

11.— En cours de travaux, les attachements spéciaux et contradictoires peuvent être pris, soit à la demande de l'entrepreneur, soit à l'initiative de l'administration sans que les constatations préjugent, même en principe, l'admission des réclamations éventuelles ou déjà présentées.

B.— Travaux exécutés suivant les pratiques du bâtiment.

1.— Les situations sont établies par l'entrepreneur et remises périodiquement et chaque fois qu'il sera nécessaire à l'administration qui les fait vérifier et y apporte les rectifications qu'elle juge nécessaires.

2.— Dans le délai de deux mois à compter de cette remise, l'administration doit faire connaître par écrit son accord à l'entrepreneur ou présenter, le cas échéant, à son acceptation, une situation rectifiée.

3.— L'entrepreneur doit alors, dans le délai de vingt jours (20), retourner la situation rectifiée revêtue de son acceptation ou formuler par écrit ses observations.

4.— Passé ce délai, la situation est censée acceptée par lui.

5.— En cas de retard de l'entrepreneur, la situation peut être établie d'office par l'administration aux frais de celui-ci.

6.— Lorsque les ouvrages doivent être ultérieurement cachés ou inaccessibles et que par suite les quantités exécutées ne seront plus susceptibles de vérifications, l'entrepreneur doit en assurer le relevé contradictoirement avec le représentant de l'administration. Si l'administration estime qu'une rectification doit être apportée au relevé proposé par l'entrepreneur, le relevé rectifié doit lui être soumis pour acceptation. Si l'entrepreneur refuse de signer ou ne signe qu'avec réserves, il est dressé procès-verbal de la présentation et des circonstances qui l'ont accompagnée. L'entrepreneur dispose alors d'un délai de vingt (20) jours à compter de cette présentation pour formuler par écrit ses observations. Passé ce délai, le relevé est censé accepté par lui comme s'il était signé sans aucune réserve. Les relevés ne sont pris en compte dans les conditions qui sont établies par l'entrepreneur en vue des paiements qu'autant qu'ils ont été admis par l'administration.

7.— Les situations sont décomposées en trois parties : travaux terminés, travaux non terminés, approvisionnements. Elles mentionnent sommairement à titre de récapitulation, les travaux terminés des situations précédentes. Elles servent de base à l'établissement des décomptes.

Art. 40.— Décomptes provisoires.

1.— Sauf stipulations contraires du cahier des prescriptions communes ou du cahier des prescriptions spéciales, il est dressé mensuellement et à partir des attachements ou des situations admis par l'administration comme il est dit à l'article 39 ci-dessus, un décompte provisoire des travaux exécutés et des approvisionnements réalisés valant procès-verbal de service fait, et servant de base aux versements d'acomptes à l'entrepreneur.

2.— Les approvisionnements ne peuvent être portés aux décomptes que s'ils ont été acquis en toute propriété et effectivement payés par l'entrepreneur.

3.— L'entrepreneur peut prendre connaissance des décomptes provisoires dans les bureaux de l'administration.

Art. 41.— Décomptes annuels et décomptes définitifs.

A.— Travaux exécutés suivant les pratiques du génie civil.

1.— Lorsque la durée contractuelle des travaux est supérieure à dix huit mois, il est dressé à la fin de chaque année calendaire un décompte de l'entreprise que l'on divise en deux parties :

La première comprend les ouvrages et les parties d'ouvrages dont le métré a pu être arrêté définitivement.

La seconde, les ouvrages ou parties d'ouvrages dont la situation n'a pu être établie que d'une manière provisoire.

2.— Lorsque l'administration use du droit de prendre possession de certaines parties d'ouvrages avant l'achèvement complet des travaux, cette prise de possession est précédée d'une réception provisoire partielle à la suite de laquelle il est établi un décompte partiel définitif.

3.— Le montant total du marché est fixé par un décompte général et définitif.

4.— Les décomptes annuels ne lient l'administration qu'en ce qui concerne la première partie et qu'après avoir été approuvés par l'autorité contractante; les décomptes partiels et définitifs et le décompte général et définitif ne lient l'administration qu'après avoir été approuvés par l'autorité contractante.

5.— L'entrepreneur est invité par un ordre de service dûment notifié, à venir dans les bureaux de l'administration prendre connaissance des décomptes et à signer ceux-ci pour acceptation. Il peut demander communication des métrés et des pièces justificatives et en faire prendre copie ainsi que des décomptes.

6.— En cas de refus de signature il est dressé procès-verbal de la présentation du décompte et des circonstances qui l'ont accompagnée.

7.— L'acceptation des décomptes par l'entrepreneur lie celui-ci définitivement en ce qui concerne tant la nature et les quantités d'ouvrages exécutés dont le métré a pu être arrêté définitivement, que les prix qui leur sont appliqués.

8.— Si l'entrepreneur ne réfère pas à l'ordre de service prévu à l'alinéa 5 du présent article ou refuse d'accepter le décompte qui lui est présenté, ou signe celui-ci en faisant des réserves, il doit par écrit exposer en détail les motifs de son refus ou de ses réserves et préciser le montant de ses réclamations à l'administration avant l'expiration d'un délai qui part de la date de notification de l'ordre de service précité et qui est de trente jours en ce qui concerne les décomptes annuels et les décomptes partiels définitifs, de quarante jours en ce qui concerne le décompte général et définitif. Il est alors procédé comme il est dit aux articles 50 et 51 ci-après.

9.— Il est expressément stipulé que l'entrepreneur n'est plus admis à élever de réclamations au sujet du décompte dont il a été invité à prendre connaissance après expiration des délais indiqués à l'alinéa 8 du présent article. Passés ces délais, le décompte est censé accepté par lui, quand bien même il ne l'aurait signé qu'avec des réserves dont les motifs ne seraient pas spécifiés comme il est dit à l'alinéa 8.

10.— A défaut de stipulation expresse dans le cahier des prescriptions spéciales, l'ordre de service invitant l'entrepreneur à prendre connaissance du décompte général et définitif lui est notifié dans un délai de trois mois à partir de la date de la réception provisoire.

B.— Travaux exécutés suivant les pratiques du bâtiment.

1.— Si le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales le stipule, l'entrepreneur adresse à la fin de chaque année à l'administration une situation détaillée des travaux exécutés depuis le début du marché. Cette situation est divisée en deux parties :

La première comprend les ouvrages et portions d'ouvrages dont le métré a pu être arrêté définitivement ;

La seconde, les ouvrages ou portions d'ouvrages dont la situation n'a pu être établie que d'une manière provisoire.

2.— Lorsque l'administration use du droit de prendre possession de certaines parties d'ouvrages avant l'achèvement complet des travaux, cette prise de possession est précédée d'une réception provisoire partielle à la suite de laquelle l'entrepreneur adresse à l'administration une situation récapitulative détaillée des travaux exécutés depuis le début du marché.

3.— Dans tous les cas, dans un délai de six semaines à comp-

ter de la réception provisoire, l'entrepreneur adresse à l'administration une situation récapitulative complète et détaillée de tous les travaux exécutés.

4.— Après vérification et rectification s'il y a lieu des situations visées aux alinéas 1, 2 et 3 ci-dessus, l'administration établit des décomptes annuels et définitifs.

Il est alors fait application en ce qui concerne les décomptes des règles énoncées au A du présent article.

5.— Les situations concernant les travaux exécutés suivant les pratiques du bâtiment sont remises à l'administration par l'entrepreneur. En cas de retard de l'entrepreneur, elles peuvent être établies d'office par l'administration aux frais de l'entrepreneur.

Art. 42.— Du caractère définitif des prix.

1.— En dehors des cas prévus à l'article 33 du présent texte, l'entrepreneur ne peut, sous aucun prétexte, revenir sur les prix du marché qui ont été consentis par lui.

2.— Toutefois, dans le cas des marchés de clientèle, chaque contractant a le droit, dans les conditions fixées au cahier des prescriptions spéciales, de provoquer la redétermination des prix et des conditions d'exécution des travaux.

Art. 43.— Reprise du matériel et des matériaux en cas de résiliation.

A.— Dans les cas de résiliation prévus par les articles 11, 30, 31, 34, 35 et 37 du présent texte :

1.— Il est procédé avec l'entrepreneur ou ses ayants droit présents ou dûment convoqués, à la constatation des ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés, ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier de l'entreprise.

2.— Le territoire a la faculté, mais non l'obligation, de racheter, en totalité ou en partie :

a) Les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par l'administration ;

b) Le matériel spécialement construit pour l'exécution des travaux de l'entreprise et non susceptible d'être réemployé de manière courante sur les chantiers de travaux publics.

3.— Le prix de rachat des ouvrages provisoires et du matériel susvisés est égal à la partie non amortie des dépenses exposées par l'entrepreneur, ces dépenses étant limitées, s'il en est besoin, à celles correspondant à une exécution normale.

B.— Dans les cas de résiliation prévus par l'article 33 du présent texte :

1.— Le territoire rachète à l'entrepreneur dans les conditions fixées à l'alinéa A 3 du présent article :

a) Les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par l'administration ;

b) Le matériel spécialement construit en vue de l'exécution des travaux de l'entreprise et non susceptible d'être réemployé d'une manière courante sur les chantiers de travaux publics.

2.— L'entrepreneur n'a droit à aucune autre indemnité que celle pouvant résulter de l'application des alinéas B 1 ci-dessus et D ci-après, réserve faite de l'application des dispositions des alinéas B 5 c et C 3 de l'article 33.

C.— Dans tous les cas de résiliation, l'entrepreneur est tenu d'évacuer les chantiers, magasins et emplacements utiles à l'exécution des travaux, dans le délai qui est fixé par l'administration.

D.— Les matériaux approvisionnés par ordre, s'ils remplissent les conditions fixées par le cahier des prescriptions spéciales, sont acquis par le territoire au prix du marché ou à ceux résultant de l'application de l'article 29 ci-dessus à moins de stipulations contraires du cahier des prescriptions spéciales.

TITRE IV PAIEMENTS

Art. 44.— *Avances.*

1.— Si le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales le prévoit, des avances sont faites à l'entrepreneur dans les conditions fixées par les articles 61 et 95 de la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966.

2.— Le remboursement des avances est effectué par déduction sur les acomptes et le solde dus à l'entrepreneur, selon les modalités qui sont prévues au cahier des prescriptions communes ou au cahier des prescriptions spéciales.

3.— Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des sommes dues au titre du marché atteint 70 % de son montant initial. Il doit être terminé lorsque le montant des sommes dues atteint 80 % du même montant.

4.— En cas de résiliation du marché, quelle qu'en soit la cause, une liquidation des comptes d'avances est immédiatement effectuée.

Art. 45.— *Acomptes.*

1.— Le rythme de délivrance des acomptes est le même que celui fixé pour l'établissement des décomptes provisoires.

2.— En ce qui concerne les marchés comportant un bordereau des prix ou basés sur une série, chaque acompte est calculé :

a) En ajoutant au montant, rabais déduit (ou majoration comprise) des travaux ou des fournitures exécutées, porté au dernier décompte provisoire, la valeur, rabais déduit, (ou majoration comprise) des approvisionnements portés à ce même décompte sous réserve d'un abattement de vingt pour cent (20 %) lorsque les approvisionnements ne sont pas reçus définitivement ;

b) En diminuant la somme ainsi obtenue du montant des acomptes précédemment payés à l'entrepreneur, et, s'il y a lieu, des sommes dont l'entrepreneur peut être débiteur envers le territoire à l'occasion de l'exécution de son marché, et notamment de la part remboursable des avances fixées par le contrat.

3.— Sauf stipulations contraires du cahier des prescriptions communes ou du cahier des prescriptions spéciales, les approvisionnements ayant donné lieu à paiement d'acomptes demeurent la propriété de l'entrepreneur, mais celui-ci ne peut les enlever du chantier sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation de l'administration et remboursé les acomptes perçus à leur sujet.

Art. 46.— *Réception provisoire.*

1.— L'entrepreneur est tenu d'aviser l'administration par lettre recommandée de l'achèvement des travaux. Il est alors procédé à une réception provisoire, par l'administration en présence de l'entrepreneur, ou lui dûment convoqué. En cas d'absence de l'entrepreneur il en est fait mention au procès-verbal.

2.— Une réception provisoire partielle doit être prononcée lorsque l'administration use du droit de prendre possession anticipée de certains ouvrages.

3.— Lorsque le cahier des prescriptions spéciales prévoit un cautionnement complémentaire pendant le délai de garantie la réception provisoire ne peut être prononcée qu'après constitution de ce cautionnement.

Art. 47.— *Réception définitive.*

1.— Il est procédé de la même manière à la réception définitive après l'expiration du délai de garantie.

2.— A défaut de stipulation expresse dans le cahier des prescriptions spéciales, ce délai est de six mois à dater de la réception provisoire pour les travaux d'entretien, les terrassements et les chaussées d'empierrement, et d'un an pour les autres ouvrages.

3.— Pendant la durée de ce délai, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de les entretenir.

4.— Réserve est faite au profit de l'administration de l'action en garantie prévue par les articles 1792 et 2270 du code civil.

5.— Si l'administration estime à l'expiration du délai de garantie ne pas pouvoir prononcer la réception définitive, il lui appartient d'en prévenir l'entrepreneur en lui indiquant la liste des travaux à effectuer. La réception définitive est alors prononcée immédiatement après l'achèvement des travaux s'ils sont jugés acceptables.

Art. 48.— *Restitution des cautionnements.*

1.— Le cautionnement définitif et le cautionnement complémentaire éventuel sont restitués ou les cautions qui les remplacent libérées à la suite d'une mainlevée délivrée par l'administration dans le mois suivant la date de la réception définitive des travaux si le titulaire du marché a rempli à cette date vis à vis de l'administration toutes ses obligations.

2.— Les cautions cessent d'avoir effet à l'expiration du mois visé ci-dessus sauf si l'administration a signalé par lettre recommandée adressée à la caution que le titulaire du marché n'a pas rempli toutes ses obligations. Dans ce cas, il ne peut être mis fin à l'engagement de la caution que par une mainlevée délivrée par l'administration.

Art. 49.— *Délais de constatation des droits à paiement.*

A.— *Travaux exécutés suivant les pratiques du génie civil.*

1.— Sauf stipulations contraires du cahier des prescriptions spéciales, les délais ouverts à l'administration pour procéder aux constatations ouvrant droit à acompte ou à paiement pour solde dans le sens du premier alinéa de l'article 79 de la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966, sont fixés à un mois.

2.— Les termes périodiques ou le terme final à partir desquels, dans le sens du deuxième alinéa du même article, doivent courir ces délais sont :

Pour les décomptes provisoires mensuels, la fin de chaque mois.

Pour le dernier décompte provisoire, trois mois après la réception provisoire.

Pour le décompte pour solde, la date de la réception définitive.

3.— L'entrepreneur doit être informé par écrit, et dans les délais fixés par les alinéas 1 et 2 du présent article, des motifs qui empêcheraient l'administration de procéder aux constatations. Dans le cas où ces motifs seraient le fait de

l'entrepreneur, le point de départ du délai serait reporté au jour où ces motifs cesseraient d'exister.

B.— Travaux exécutés suivant les pratiques du bâtiment.

1.— Sauf stipulations contraires du cahier des prescriptions spéciales, les délais ouverts à l'administration pour procéder aux constatations ouvrant droit à acompte ou à paiement pour solde dans le sens du premier alinéa de l'article 79 de la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966 sont fixés à deux mois.

2.— Les termes périodiques ou le terme final à partir desquels, dans le sens du deuxième alinéa du même article, doivent courir ces délais sont :

Pour les décomptes provisoires mensuels, la fin du mois au cours duquel a été remise la situation dressée par l'entrepreneur.

Pour le dernier décompte provisoire, quatre mois après la remise de la dernière situation qui doit être établie après la réception provisoire.

Pour le décompte pour solde, la date de la réception définitive.

3.— Toutefois, les constatations en vue du décompte pour solde ne pourront avoir lieu avant l'expiration du délai de trois mois suivant la réception par l'administration de la situation récapitulative visée au B 3 de l'article 41.

4.— L'entrepreneur doit être informé par écrit et dans les délais fixés aux B 1 et B 2 du présent article des motifs qui empêcheraient l'administration de procéder aux constatations. Dans le cas où ces motifs seraient le fait de l'entrepreneur, le point de départ du délai serait reporté au jour où ces motifs auraient cessé d'exister.

TITRE V

CONTESTATIONS

Art. 50.— Intervention de l'autorité contractante.

1.— Si, dans le cours de l'entreprise, des difficultés s'élèvent avec l'entrepreneur, il en est référé à l'autorité contractante qui fait connaître sa réponse dans le délai de quatre mois.

2.— Dans les cas prévus à l'article 21, à l'alinéa 2 de l'article 22 et à l'alinéa 1 de l'article 26, si l'entrepreneur conteste les faits, il est dressé procès-verbal des circonstances de la contestation. Celui-ci est notifié à l'entrepreneur qui doit présenter ses observations dans un délai de dix jours. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité contractante pour qu'il y soit donné telle suite que de droit.

Art. 51.— Intervention de l'autorité d'approbation.

1.— En cas de contestations avec l'autorité contractante, l'entrepreneur doit, à peine de forclusion, dans un délai de trois mois à partir de la notification de la réponse de l'autorité contractante, faire parvenir à celle-ci, pour être transmis avec son avis à l'autorité d'approbation, un mémoire où il indique les motifs et le montant de ses réclamations.

2.— Si, dans un délai de trois mois à partir de la remise du mémoire à l'autorité contractante, l'autorité d'approbation n'a pas fait connaître sa réponse, l'entrepreneur, peut, comme dans le cas où ses réclamations ne seraient pas admises, saisir desdites réclamations la juridiction compétente. Il n'est admis à porter devant cette juridiction que les griefs énoncés dans le mémoire remis à l'administration.

3.— Si, dans le délai de six mois à dater de la notification de la décision intervenue sur les réclamations auxquelles aura donné lieu le décompte général et définitif de l'entreprise, l'entrepreneur n'a pas porté ses réclamations devant le tribunal compétent, il sera considéré comme ayant adhéré à ladite décision et toute réclamation se trouvera éteinte.

Art. 52.— Règlement des contestations.

1.— Toute difficulté entre l'autorité d'approbation et l'entrepreneur concernant le sens ou l'exécution des clauses du marché est portée devant la juridiction administrative.

2.— Toutefois l'entrepreneur peut à tout moment demander directement à l'autorité d'approbation qui statue dans les conditions fixées par l'article 110, 1er alinéa de la délibération n° 66-109 du 3 octobre 1966 que les litiges et différends nés à l'occasion du marché soient soumis à l'avis du comité consultatif de règlement amiable des marchés. Mais cette demande ne le dispense pas de prendre le cas échéant, devant la juridiction compétente, les mesures conservatoires nécessaires à la sauvegarde de ses droits.

Art. 53.— Frais d'expertise en cas de recours devant le comité consultatif de règlement amiable des marchés.

Les frais d'expertise éventuellement exposés devant le comité consultatif de règlement amiable des marchés sont partagés par moitié entre l'administration et l'entrepreneur.

Art. 54.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 14 décembre 1966.

Jean SICURANI.

ANNEXE A

Modèle de soumission dans le cas
d'une adjudication au rabais, ouverte ou restreinte.

Je (1) soussigné (nom, prénoms, profession et demeure) (2), inscrit au registre de commerce de . . . le . . . sous le n° . . . , faisant élection de domicile à . . . après avoir pris connaissance de toutes les pièces du projet des travaux faisant l'objet de l'adjudication du . . . (3), lesquels travaux sont évalués à . . . non compris la somme à valoir,

Me soumetts et m'engage à exécuter lesdits travaux conformément aux conditions du cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix d'application du . . . bordereau sur lesquels je consens un rabais de . . . (en toutes lettres) (4) pour cent.

M'engage en outre à payer les droits d'enregistrement auxquels la présente soumission pourra donner lieu si elle est acceptée.

Le territoire se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ouvert à mon nom à . . . (désignation du comptable du trésor, bureau de chèques postaux, de la banque) sous le n° . . .

Fait à . . . le . . . 19

(signature du soumissionnaire) (5)

(1) Lorsqu'il y aura plusieurs entrepreneurs, ils devront mettre : « Nous soussignés . . . , nous obligeons conjointement et solidairement ».

(2) Les délégués des sociétés admises à concourir ajouteront : « Agissant au nom et pour le compte de la société de . . . en vertu des pouvoirs à moi conférés ».

(3) Lorsque les travaux seront divisés en plusieurs lots à adjuger séparément, on mettra :

« L'objet du . . . lot de l'adjudication du . . . »

(4) Le pourcentage de rabais ne doit pas compter plus d'une décimale ; dans le cas contraire, la deuxième décimale est réputée inexistante.

(5) En cas de mandataire le pouvoir du signataire devra être déposé au Trésor qui l'enregistrera et dressera une attestation.

N.B.— L'entrepreneur devra reproduire, dans le cahier des prescriptions spéciales qu'il aura à présenter, toutes les prescriptions du devis-programme que cette dernière pièce aura indiquées comme devant être insérées dans ledit cahier.

ANNEXE B

Modèle de soumission dans le cas d'une adjudication sur offres de prix.

Je (1) soussigné (nom, prénoms, profession et demeure) (2), inscrit au registre de commerce de . . . le . . . sous le n° . . . faisant élection de domicile à . . . après avoir pris connaissance de toutes les pièces du projet des travaux faisant l'objet de l'adjudication du (3) . . . et après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et la difficulté des travaux à exécuter,

Remets, revêtus de ma signature, un bordereau des prix et un détail estimatif conformément aux cadres figurant au dossier d'adjudication.

Me soumetts et m'engage à exécuter les travaux conformément aux conditions du cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même à forfait pour chaque nature d'ouvrage, lesquels prix font ressortir à . . . non compris la somme à valoir, le montant du détail estimatif,

M'engage en outre à payer les droits d'enregistrement auxquels la présente soumission pourra donner lieu si elle est acceptée.

Le territoire se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ouvert à mon nom à . . . (désignation du comptable du Trésor, bureau de chèques postaux, de la banque) sous le n° . . .

Fait à . . . le . . . 19

(signature du soumissionnaire) (4)

(1) Lorsqu'il y aura plusieurs entrepreneurs, ils devront être « Nous soussignés . . . nous obligeons conjointement et solidairement ».

(2) Les délégués des sociétés admises à concourir ajouteront :

« agissant au nom et pour le compte de la société de . . . en vertu des pouvoirs à moi conférés ».

(3) Lorsque les travaux seront divisés en plusieurs lots à adjuger séparément, on mettra : « l'objet du . . . lot de l'adjudication du . . . ».

(4) En cas de mandataire le pouvoir du signataire devra être déposé au Trésor qui l'enregistrera et dressera une attestation.

N.B.— L'entrepreneur devra reproduire, dans le cahier des prescriptions spéciales qu'il aura à présenter, toutes les prescriptions du devis-programme que cette dernière pièce aura indiquées comme devant être insérées dans le cahier.

ANNEXE B bis

Modèle de soumission dans le cas d'un appel d'offres sans concours.

Même rédaction que pour le modèle donné par l'annexe B ci-dessus, sauf les deux modifications ci-après :

- 1^o — Dans le premier alinéa, remplacer les mots :
l'adjudication du . . . par : l'appel d'offres du . . .
- 2^o — Dans le deuxième alinéa, remplacer les mots :
dossier d'adjudication par : dossier d'appel d'offres.

ANNEXE C

Modèle de soumission dans le cas d'un marché sur appel d'offres avec concours.

Je (1) soussigné (nom, prénoms, profession et demeure) (2), inscrit au registre de commerce de . . . le . . . sous le n° . . . faisant élection de domicile à . . . après avoir pris connaissance du devis-programme ainsi que des autres pièces contenues dans le dossier du concours ouvert pour les travaux de . . . et après m'être personnellement rendu compte de la situation des lieux,

Me soumetts et m'engage, si le projet présenté (3) . . . pour l'exécution des travaux ci-dessus et joint à la présente soumission est choisi par l'administration, à exécuter les travaux conformément aux conditions des pièces par (3) . . . en exécution de ce devis-programme (4), et moyennant les prix établis par moi-même, à forfait, pour chaque unité d'ouvrage, dans le bordereau que j'ai adressé après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et la difficulté des travaux à exécuter, dont j'ai arrêté le montant à la somme totale de . . .

Je m'engage à terminer les travaux dans le délai de . . . à partir de la date où l'approbation définitive de la présente soumission me sera notifiée.

Je m'engage si l'une des primes prévues dans le devis-programme est attribuée à mon projet, à me conformer aux dispositions du devis-programme relatives aux droits que se réserve l'administration sur les projets primes (5).

Je m'engage en outre à payer les droits d'enregistrement auxquels la présente soumission pourra donner lieu si elle est acceptée.

Le territoire se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ouvert à mon nom à . . . (désignation du comptable du Trésor, bureau des chèques postaux, de la banque, sous le n° . . .).

Fait à . . . le . . . 19

(signature du soumissionnaire) (6)

(1) Lorsqu'il y aura plusieurs entrepreneurs, ils devront mettre : « Nous soussignés . . . nous obligeons conjointement et solidairement ».

(2) Les délégués des sociétés admises à concourir ajouteront :

« Agissant au nom et pour le compte de la société de . . . en vertu des pouvoirs à moi conférés ».

(3) Moi ou nous ou notre société.

(4) L'entrepreneur devra reproduire, dans le cahier des prescriptions spéciales qu'il aura à présenter, toutes les prescriptions du devis-programme que cette dernière pièce aura indiquées comme devant être insérées dans ledit cahier.

(5) Cet alinéa est à supprimer si l'administration ne se réserve aucun droit sur les projets primés.

(6) Si l'entrepreneur présente plusieurs combinaisons ou propositions différentes, il doit produire une soumission distincte pour chacune d'elles.

En cas de mandataire le pouvoir du signataire devra être déposé au Trésor qui l'enregistrera et dressera une attestation.

DECISION n° 906 PEL du 20 mars 1967 fixant la date de l'examen d'admission à l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières (cycle A et cycle B), 1re et 2e session.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 1248 CAB du 27 juin 1960 donnant délégation de signature au chef du service du personnel ;

Vu l'arrêté n° 1137 PEL du 15 mai 1964 fixant les statuts particuliers, les échelonnements indiciaires et le régime des congés des fonctionnaires des cadres territoriaux de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 66-20 du 3 février 1966 portant création d'une école territoriale d'infirmiers et d'infirmières ;

Vu l'arrêté n° 758 PEL du 9 mars 1966 portant règlement de l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières ;

Vu la notice n° 334 SCT/San-1/C-1 en date du 14 février 1967 du ministère des affaires sociales - Relations internationales,

Décide :

Article 1er.— L'examen d'admission à l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières, cycles A et B, aura lieu en 1967, aux dates suivantes :

- Cycle A : 1re session : 17 mai
- Cycle B : 1re session : 18 mai
- Cycle A : 2e session : 5 septembre
- Cycle B : 2e session : 6 septembre.

Les inscriptions seront reçues au service du personnel du territoire jusqu'aux dates suivantes :

1re session :

- Cycle A : 7 avril 1967
- Cycle B : 12 mai 1967.

2e session :

- Cycle A : 4 août 1967
- Cycle B : 1er septembre 1967.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1967.

Pour le gouverneur et
par délégation :

Le chef du service du
personnel,
J. MANSUY.

ARRETE n° 910 AA du 20 mars 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-11 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-11 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, proposant la création d'une caisse d'épargne en Polynésie française.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 67-11 du 14 février 1967 proposant la création d'une caisse d'épargne en Polynésie française.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ; notamment son article 40, 21e ;

Vu le décret n° 65-1141 du 23 décembre 1965 relatif au régime financier des caisses d'épargne dans les territoires d'outre-mer autres que les Comores ;

Vu le décret n° 66-768 du 11 octobre 1966 étendant aux territoires d'outre-mer autres que les Comores certaines dis-

positions du décret n° 65-1158 du 24 décembre 1965 relatif au régime des caisses d'épargne ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1277 SG du 28 décembre 1966 de M. le chef du Territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-12 de la commission permanente en date du 14 février 1967 ;

Dans sa séance du 14 février 1967,

Adopte :

Article 1er.— Est approuvée, la proposition de création d'une caisse d'épargne en Polynésie française.

Une délibération de l'assemblée territoriale arrêtera l'organisation de la caisse, à l'exclusion des dispositions relatives au fonctionnement financier, qui sont fixées par le décret n° 65-1141 susvisé.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,
Jean SALMON.

Le président,
Elie SALMON.

ARRÊTÉ n° 911 AA/F du 20 mars 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-12 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-12 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local d'équipement 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 67-12 du 14 février 1967 portant modification du budget local d'équipement 1967.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements fran-

çais de l'Océanie modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget local 1967 et toutes délibérations modificatives ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1011 FT en date du 25 janvier 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-13 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 14 février 1967,

ADOpte :

Article 1er.— Le budget local d'équipement exercice 1967 est modifié comme suit : (milliers de francs CP).

Chap.	Art.	Désignation	En + par article	En + par chapitre
		<i>A. Recettes</i>		
18	1	Avances de la C.C.E.		8.674
24	1	Prélèvements sur la caisse de réserve		105.605
				114.279
		<i>B. Dépenses</i>		
51	1	Travaux d'urbanisme	17.947	
	2	Routes et ponts	7.727	
	3	Ouvrages portuaires	3.440	
	4	Ouvrages hydrauliques	7.180	
	7	Etudes générales	2.000	38.294
52	1	Constructions	27.755	27.755
54	1	Acquisition de gros matériel	3.000	3.000
56	1	Fonds spéciaux d'équipement	8.674	
56	2	Municipalités	29.976	
	5	Oeuvres privées	4.380	
	6	Mouvements de jeunesse	2.200	45.230
				114.279

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,
Jean SALMON.

Le président,
Elie SALMON.

ARRETE n° 912 AA/DOM du 20 mars 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-16 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-16 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant approbation de la transaction immobilière entre le territoire, la commune de Papeete et la mission Sanito de l'Eglise Réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 67-16 du 14 février 1967 portant approbation de la transaction immobilière entre le territoire, la commune de Papeete et la mission Sanito de l'Eglise Réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1025 DOM en date du 9 février 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 8 février 1967 ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 67-16 en date du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 14 février 1967,

Adopte :

Article 1er.— Est approuvé en ses termes et teneur le projet de transaction immobilière ci-annexé à intervenir entre le territoire, la commune de Papeete et la mission Sanito de l'Eglise Réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,

Jean SALMON.

Le président,

Elie SALMON.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Service des domaines et de la propriété foncière

PROJET DE TRANSACTION

entre le territoire de la Polynésie française, la commune de Papeete et la mission Sanito de l'Eglise Réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours.

Entre :

1°) Le territoire de la Polynésie française, représenté par M. le gouverneur, chef dudit territoire,

Agissant en vertu de la délibération de l'assemblée territoriale n° 67-16 du 14 février 1967 rendue exécutoire par arrêté n° 912 AA/DOM du 20 mars 1967,

Assisté du chef du service des domaines et de la propriété foncière,

d'une part,

2°) La commune de Papeete, représentée par M. Georges Pambrun, maire de ladite commune,

Agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal,

d'autre part,

3°) Le conseil d'administration de la mission Sanito de l'Eglise Réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours,

Constitué en conformité du décret du 16 janvier 1939, aux termes d'un acte reçu par Me Lejeune, notaire à Papeete, le 1er octobre 1959,

Représenté par M. Clayton Condit, son président,

Agissant en vertu d'une délibération dudit conseil d'administration.

de troisième part,

IL A ETE EXPOSE, ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

I — EXPOSE

1 — Suivant délibération n° 66-70 du 13 juin 1966, rendue exécutoire par arrêté n° 2220 DOM du 8 juillet 1966, le territoire a cédé, par voie d'échange, à la commune de Papeete, un terrain domanial d'environ 13.700 m², situé à Papeete, Fare-Ute, entre le lotissement de la SETIL et la propriété de l'Etat (Ministère des P et T.), en vue de la construction du nouveau marché, d'une gare routière et d'un bâtiment destiné au service d'hygiène.

2 — La commune de Papeete est propriétaire, dans le même quartier d'une bande de terrain formant l'emprise désaffectée de l'ancienne route dite de l'arsenal et bordant le terrain ci-dessus sur sa limite sud-ouest.

3 — Le territoire de la Polynésie française est propriétaire, en vertu des dispositions de l'article 538 du code civil, d'un terrain provenant de la formation d'un lais de mer à partir du rivage de la mer, tel que ce rivage avait été défini et délimité par un plan d'alignement établi par le service des travaux publics le 8 mars 1882, ledit terrain situé de part et d'autre de l'emprise de l'ancienne route de l'arsenal désignée ci-dessus et dont une partie a fait l'objet de l'échange, visé également ci-dessus, avec la commune de Papeete.

4 — La mission Sanito de l'Eglise Réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours est propriétaire, à la suite de plusieurs acquisitions, d'un terrain situé en bordure de la rue de Bovis, également à Fare-Ute, Papeete et limité, au sud-ouest par ladite rue de Bovis sur 64 mètres, au nord-ouest par une partie de l'emprise de l'ancienne route de

l'arsenal sur 42 mètres, au nord par le terrain domanial territorial sus-désigné sur 41,20 mètres et au nord-est par la route dite de la SETIL sur 9 mètres.

Ces terrains figurent et sont décrits et délimités au plan annexé aux présentes. (1ère légende).

5.— La mission Sanito de l'Eglise Réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours occupe actuellement un ensemble de terrains figuré audit plan annexé, par un triangle délimité par les points LFJ. Cette occupation, quoique effectuée de bonne foi, est en partie sans titre, puisqu'elle comprend, au-delà du terrain appartenant à la mission, des parcelles dépendant des terrains visés aux paragraphes 1 - 2 et 3 ci-dessus et appartenant au territoire et à la commune de Papeete.

La mission Sanito a élevé sur cet ensemble des constructions et des installations à caractère scolaire, culturel, sportif et social qu'il serait du plus haut intérêt de conserver.

II — TRANSACTION

Ceci exposé et dans le but de régulariser la situation foncière de cet ensemble, d'une part, de permettre l'implantation des bâtiments du service de l'hygiène d'autre part, et compte tenu enfin des réalisations à caractère scolaire, culturel, sportif et social effectuées, il a été établi entre les parties la transaction suivante :

Article 1er.— Le territoire de la Polynésie française octroie en concession définitive et en toute propriété, à titre gratuit, au conseil d'administration de la mission Sanito de l'Eglise Réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours, ce qui est accepté par M. Condit, son président sus-nommé :

a) une parcelle de terrain provenant du lais de mer désigné au paragraphe 3 de l'exposé ci-dessus, d'une superficie de 850 m² et délimitée au plan ci-annexé par les points Y, H', HG, F, K, X ;

b) une autre parcelle de terrain de forme triangulaire provenant également du lais de mer sus-désigné, d'une superficie de 52 m² 80 et délimitée au plan ci-annexé par les points B, V, W, étant fait observer ici que ce triangle était compris dans le terrain cédé par le territoire à la commune (Dél. n° 60-70 du 13 juin 1966 sus-visée).

Art. 2.— La commune de Papeete octroie également en concession définitive, et en toute propriété, à titre gratuit, au conseil d'administration de la mission Sanito de l'Eglise Réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours, ce qui est également accepté par M. Condit, son président, sus-nommé ;

une bande de terrain de l'emprise désaffectée de l'ancienne route de l'arsenal, désignée au paragraphe 2 de l'exposé ci-dessus, d'une superficie de 565 m² et délimitée au plan ci-annexé par les points Z, B, W, F, G, H, H', Y et I.

Art. 3.— Le conseil d'administration de la mission Sanito de l'Eglise Réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours représenté par son président, M. Condit, sus-nommé, abandonne toute prétention et revendication de propriété sur la parcelle de terrain en forme de triangle dépendant d'une partie du lais de mer territorial et d'une partie de l'emprise désaffectée de l'ancienne route de l'arsenal, d'une superficie d'environ 284 m² 250 et délimitée au plan ci-annexé par les points V', F' et F.

Ledit conseil d'administration prend également l'engagement de procéder dès à présent à la démolition de la clôture établie sur les côtés V', F' et F'F du triangle sus-désigné.

Les parcelles de terrain objet de la présente transaction font l'objet de la deuxième légende du plan ci-annexé.

ARRÊTÉ n° 913 AA/F du 20 mars 1967 *rendant exécutoire la délibération n° 67-17 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-17 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant notification du budget local d'équipement 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 67-17 du 14 février 1967 *portant modification du budget local d'équipement 1967.*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 26 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget territorial de l'exercice 1967 ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1010 FT du 25 janvier 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-17 en date du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 14 février 1967,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Le budget local d'équipement, exercice 1967, est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Désignation	Crédit ouvert	Crédit annulé
51	2	Routes et ponts L-1 Route de Hakahau à Paumea 350.000		350.000
54	1	Acquisition de gros matériel	350.000	
	16	Marquises 1 camion benne 350.000		

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,
Jean SALMON.

Le président,
Elie SALMON.

ARRÊTÉ n° 914 AA/E du 20 mars 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-19 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-19 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, instituant une subvention aux internats des établissements d'enseignement secondaire ou technique privés pour l'entretien de leurs élèves internes boursiers ou demi-boursiers.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 67-19 du 14 février 1967 instituant une subvention aux internats des établissements d'enseignement secondaire ou technique privés pour l'entretien de leurs élèves internes boursiers ou demi-boursiers.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements fran-

çais de l'Océanie, modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 donnant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à la commission permanente ;

Vu la lettre n° 1028 E du chef de territoire, en date du 10 février 1967, approuvée en conseil de gouvernement le 1^{er} février 1967 ;

Vu le rapport n° 67-19 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, en date du 14 février 1967 ;

Dans sa séance du 14 février 1967,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Pour compter du 1^{er} janvier 1967, il est créé une subvention de fonctionnement en faveur des internats des établissements d'enseignement secondaire ou technique privés pour l'entretien de leurs élèves internes boursiers ou demi-boursiers.

Art. 2.— Le taux mensuel de cette subvention est fixé comme suit :

- 1°) Par interne boursier jusqu'au nombre de vingt-cinq inclus 1.300 francs
- 2°) Par interne boursier à partir du vingt-sixième 1.000 francs
- 3°) Par interne demi-boursier, dans les mêmes limites qu'aux paragraphes 1° et 2°, chacun comptant pour la moitié d'une unité, respectivement 650 ou 500 francs.

Art. 3.— Les subventions calculées selon les taux fixés à l'article 2 ci-dessus sont payables mensuellement aux responsables des internats privés d'après l'état de leurs effectifs arrêté au dernier jour de chaque mois, l'année scolaire étant comptée pour dix mois et demi, du 15 septembre au 31 juillet, en raison des charges d'entretien des locaux pendant les vacances scolaires. La base de calcul pour le mois de juillet est l'effectif fin juin.

Art. 4.— Les taux fixés à l'article 2 ci-dessus s'appliquent également, pour compter du 1^{er} janvier 1967, aux internats privés ayant passé une convention avec le territoire pour l'hébergement des boursiers de l'enseignement public, et se substituent à ceux précédemment prévus par les dites conventions.

Art. 5.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,
Jean SALMON.

Le président,
Elie SALMON.

ARRÊTÉ n° 915 AA/E du 20 mars 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-20 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Établissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-20 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, modifiant les articles 3 nouveau et 3 ter nouveau de l'arrêté n° 816 IP du 22 janvier 1956, relatif à la contribution, sous forme d'allocations, à l'entretien des maîtres enseignant dans les établissements privés du territoire, modifié par la délibération n° 60-19 du 8 mars 1960, la délibération n° 61-129 du 28 novembre 1961, la délibération n° 64-52 du 9 avril 1964, et la délibération n° 66-24 du 3 janvier 1966.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 67-20 du 14 février 1967 modifiant les articles 3 nouveau et 3 ter nouveau de l'arrêté n° 816 IP du 22 janvier 1956, relatif à la contribution, sous forme d'allocations, à l'entretien matériel des maîtres enseignant dans les établissements privés du territoire, modifié par la délibération n° 60-19 du 8 mars 1960, la délibération n° 61-129 du 28 novembre 1961, la délibération n° 64-52 du 9 avril 1964, et la délibération n° 66-24 du 3 janvier 1966.

La commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Établissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu l'arrêté n° 816 IP du 22 juin 1956, tendant à contribuer sous forme d'allocations à l'entretien matériel des maîtres enseignant dans les établissements privés du territoire, modifié par la délibération n° 60-19 du 8 mars 1960, rendue exécutoire par arrêté n° 579 AAE du 23 mars 1960 ;

Vu la délibération n° 61-129 du 28 novembre 1961, modifiant l'article 3 de l'arrêté n° 816 IP du 22 juin 1956 précité, rendue exécutoire par arrêté n° 833 AAE du 11 avril 1962 et modifiée par la délibération n° 64-52 du 9 avril 1964 rendue exécutoire par arrêté n° 1140 AAE du 16 mai 1964 ;

Vu la délibération n° 66-24 du 3 janvier 1966, modifiant l'article 3 ter de l'arrêté n° 816 IP du 22 juin 1956 précité, rendue exécutoire par arrêté n° 718 AAE du 7 mars 1966 ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 donnant délégation de pouvoirs de l'Assemblée territoriale à la commission permanente ;

Vu la lettre n° 1029 E/IA du chef du territoire, en date du 10 février 1967, approuvée en conseil de gouvernement le 1er février 1967 ;

Vu le rapport n° 67-20 de la commission permanente de l'Assemblée territoriale en date du 14 février 1967 ;

Dans sa séance du 14 février 1967,

Adopte :

Article 1er.— L'article 3 nouveau de l'arrêté susvisé n° 816 IP du 22 juin 1956, tel qu'il a été défini par la délibération n° 64-52 du 9 avril 1964, rendue exécutoire par arrêté n° 1440 AAE du 16 mai 1964, est modifié comme suit :

Au lieu de :

« Pour chaque fraction entière de 30 élèves de l'enseignement du second degré, fréquentant . . . etc. . . »

Lire :

« Pour chaque fraction entière de 25 élèves de l'enseignement du second degré, fréquentant . . . etc. . . »

Après le deuxième alinéa, ajouter le paragraphe suivant :

« Au nombre d'allocations ainsi déterminées il est ajouté une allocation supplémentaire par cinq classes du second degré, calculée sur la base de l'indice moyen établi selon l'article 3 bis ci-après. »

Le reste sans changement.

Art. 2.— L'article 3ter nouveau de l'arrêté susvisé n° 816 IP du 22 juin 1956, tel qu'il a été défini par délibération n° 66-24 du 3 janvier 1966, rendue exécutoire par arrêté n° 718 AAE du 7 mars 1966, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 3. (nouveau).— Les allocations destinées à l'entretien du personnel enseignant dans les classes primaires sont calculées sur les bases suivantes :

Pour chaque fraction entière de 30 élèves de plus de 6 ans dans les îles de Tahiti et Moorea, de 25 élèves de plus de 6 ans dans les autres îles, et de 40 élèves n'ayant pas atteint l'âge de 6 ans (classes maternelles) fréquentant une école ou un groupe d'écoles primaires privées françaises entretenues par la même personne ou association, est allouée annuellement une somme égale au traitement d'un agent titulaire de la fonction publique d'Etat pour l'administration de la Polynésie française classé à l'indice net 160, complément spécial compris.

Toutefois, il sera accordé au-delà du quota exigé une allocation supplémentaire proportionnelle au reste obtenu.

Il est en outre alloué une allocation supplémentaire pour un instituteur déchargé de cours quand l'établissement comporte des classes de l'enseignement primaire et des classes de l'enseignement secondaire (premier et second cycles) et une allocation pour les écoles annexes.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,

Jean SALMON.

Le président,

Elie SALMON.

ARRETE n° 916 AA/DOM du 20 mars 1967 *rendant exécutoire la délibération n° 67-24 du 21 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-24 du 21 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, autorisant le territoire à procéder aux opérations foncières nécessitées par les travaux relatifs à la route de ceinture de Tahiti et généralement à la voirie territoriale.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION-CADRE n° 67-24 du 21 février 1967 *autorisant le territoire à procéder aux opérations foncières nécessitées par les travaux relatifs à la route de ceinture de Tahiti et généralement à la voirie territoriale.*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1024 DOM en date du 9 février 1967 de M. le gouverneur chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 8 février 1967 ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 67-27 en date du 21 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 21 février 1967,

Adopte :

Article 1er.— Est autorisé, sur avis conforme du conseil de gouvernement, l'ensemble des opérations (Acquisitions —

échanges — cessions à titre gratuit ou onéreux — déclassement de voies publiques) nécessitées par les travaux relatifs à la route de ceinture et généralement à la voirie territoriale.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,

Jean SALMON.

Le président,

Elie SALMON.

ARRETE n° 917 AA/ENR du 20 mars 1967 *rendant exécutoire la délibération n° 67-25 du 21 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-25 du 21 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, exemptant de tous droits d'enregistrement et de transcription, un acte d'acquisition d'une propriété immobilière, effectué par la fédération des œuvres de jeunesse de la Polynésie française (F.O.J.E.P.).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 67-25 du 21 février 1967 *exemptant de tous droits d'enregistrement et de transcription, un acte d'acquisition d'une propriété immobilière, effectué par la fédération des œuvres de jeunesse de la Polynésie française (F.O.J.E.P.).*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 67-28 en date du 21 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 21 février 1967,

Adopte :

Article 1er.— Est exemptée de tous droits d'enregistrement et de transcription l'acquisition, par la fédération des œuvres de jeunesse de Polynésie française représentée, par M. Marcel Manuel son président, d'une parcelle de terre sise commune de Papeete, rue de la Canonnière Zélée, d'une superficie de 390 m² environ, sur laquelle est édifiée une villa en bon état, et moyennant le prix de : *deux millions sept cent mille francs* (2.700.000).

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,
Jean SALMON.

Le président,
Elie SALMON.

ARRETE n° 919 AC/DIR du 21 mars 1967 portant réglementation de la circulation des personnes et des véhicules sur l'aérodrome de Raiatea-Uturoa.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des gouverneurs généraux, gouverneurs, résidents supérieurs et chefs de territoires ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté interministériel du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2332 du 19 septembre 1963 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 276 AC/DIR du 8 février 1964 portant ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Raiatea-Uturoa ;

Vu l'avis émis par le chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent ;

Sur proposition du directeur du service de l'aviation civile,

Arrête :

I — Délimitation des zones.

Article 1er.— L'ensemble des terrains constituant l'aérodrome de Raiatea-Uturoa est divisé en trois zones :

— une zone publique comprenant la partie accessible au public à proximité de l'aérogare et délimitée par les barrières d'accès au parking et par les limites domaniales de l'aérodrome,

— une zone publique contrôlée comprenant la portion de route de ceinture longeant l'aérodrome et limitée par les 2 barrières mobiles,

— une zone réservée comprenant le reste de l'aérodrome et notamment les aires de manœuvre des aéronefs et le Motu tapu.

Les limites de ces zones figurent au plan SIA n° 1136.

II — Circulation des personnes.

Art. 2.— Les heures d'ouverture de la zone publique sont fixées par le commandant de l'aérodrome.

Art. 3.— L'accès de la zone réservée n'est autorisé dans les conditions fixées par les consignes particulières de l'aérodrome qu'aux personnes munies :

- soit d'un titre de transport ;
- soit d'une carte individuelle de circulation ;
- soit d'une carte professionnelle d'accès ;
- soit d'un laissez-passer spécial, délivré par le commandant de l'aérodrome.

Ces titres de transports, cartes individuelles et laissez-passer spéciaux devront être présentés à toutes réquisitions des agents chargés de la police de l'aérodrome.

Art. 4.— La circulation des personnes ayant accès à la zone réservée de l'aérodrome, conformément à l'article 3 ci-dessus, est soumise aux conditions fixées tant par le règlement de la circulation aérienne que par les consignes édictées par le commandant de l'aérodrome.

Art. 5.— L'utilisation de la partie de route de ceinture longeant l'aérodrome (zone publique contrôlée) pourra être interdite dans les conditions fixées par les consignes édictées par le commandant de l'aérodrome. Cette interdiction sera signalée par les barrières mobiles ou tout autre moyen de signalisation.

III — Circulation et stationnement des véhicules.

Art. 6.— La circulation des véhicules dans la zone réservée est strictement limitée aux véhicules utilisés par une personne munie d'une carte de circulation ou d'une carte professionnelle d'accès.

Art. 7.— Les véhicules circulant à l'intérieur des limites de l'aérodrome, quel qu'en soit le type, doivent respecter le sens de circulation, les indications et les vitesses maximales portées sur les panneaux indicateurs disposés à cet effet et se conformer d'une manière générale aux prescriptions du code de la route et aux injonctions des agents de la force publique ou des agents de l'aérodrome.

En outre, les restrictions apportées à la circulation sur la chaussée longeant l'aérodrome, zone publique contrôlée, pendant la fermeture des barrières devront être respectées par les conducteurs de véhicules et les piétons.

Art. 8.— a) L'accès au parc de stationnement existant à l'intérieur de la zone publique est réservé aux véhicules privés.

Le stationnement est strictement limité à la durée de présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise le véhicule.

b) Les taxis, les voitures de louage et les véhicules de transport en commun doivent stationner aux emplacements particuliers qui leur sont destinés.

En outre, la mise en service sur l'aéroport des voitures de louage et des véhicules de transport en commun doit être autorisée dans les conditions prévues au titre IV.

c) L'usage des parcs de stationnement des véhicules privés et des emplacements réservés aux taxis, voitures de louage et véhicules de transport en commun pourra être subordonné au paiement d'une redevance.

IV — Conditions d'exploitation commerciale.

Art. 9.— Aucune activité commerciale ou industrielle ne peut être exercée à l'intérieur de l'aérodrome (ou de ses dépendances) sans une autorisation spéciale délivrée par le chef de la circonscription administrative après avis du commandant de l'aérodrome.

V — Police générale.

Art. 10.— Il est interdit de pénétrer dans l'aérodrome en état d'ivresse ou dans une tenue inconvenante ou de s'y livrer à la mendicité.

Toutes quêtes, toutes sollicitations, toutes offres de service, toutes distributions d'objets quelconques ou prospectus sont interdites à l'intérieur de l'aérodrome, sauf autorisation spéciale délivrée par le commandant de l'aérodrome sur avis favorable du représentant du commandant du groupement de gendarmerie de la Polynésie française. Les jeux d'argent de toute nature y sont prohibés.

Art. 11.— Il est interdit d'effectuer des dégradations quelconques aux meubles ou immeubles du domaine public, de mutiler les arbres, de marcher sur les gazons et massifs de fleurs, d'abandonner ou de jeter tous débris ailleurs que dans les corbeilles réservées à cet effet.

Art. 12.— Tout ou partie des activités commerciales ou publicitaires autorisées sur l'aérodrome dans les conditions fixées à l'article 8 pourra être momentanément suspendu sans préavis par le commandant d'aérodrome lorsque tout ou partie de ces activités porte atteinte à la morale ou à l'ordre public.

Art. 13.— La garde et la conservation des aéronefs, véhicules, matériels et marchandises utilisant les installations de l'aéroport ne seront point à la charge de l'Etat et aucune responsabilité ne pèsera sur lui pour les pertes ou les dommages ne résultant pas de son fait ou de celui de ses agents.

Art. 14.— Lorsque les circonstances ou les nécessités du service l'exigeront, le commandant de l'aérodrome pourra interdire temporairement au public l'accès total ou partiel de celui-ci ainsi que la circulation des véhicules, quels qu'ils soient.

VI — Sanctions pénales.

Art. 15.— Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées des peines prévues à l'article 471 paragraphe 15 du code pénal.

VII — Dispositions particulières.

Art. 16.— Le plan de l'aérodrome dont l'accès est réglementé par le présent arrêté sera affiché sur les emplacements réservés à cet effet dans les bâtiments de l'aérodrome, et de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent.

Art. 17.— Le chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent, le directeur du service de l'aviation civile, le commandant de l'aérodrome de Raiatea-Uturoa, le commandant du groupement de la gendarmerie de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et notifié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉCISION n° 934 AA du 21 mars 1967 fixant le taux de la rémunération pour la rédaction des adresses sur les enveloppes et pour la mise sous plis des documents de propagande destinés aux électeurs.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés de l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer et notamment son titre II ;

Vu le décret n° 67-67 du 20 janvier 1967 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des députés représentant les territoires de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Les taux pratiqués en 1962 pour les élections législatives puis en 1965 pour l'élection présidentielle sont reconduits en ce qui concerne :

a) la rédaction des adresses sur les enveloppes destinées à la propagande électorale ;

b) la mise sous plis des documents destinés à la propagande électorale.

Les personnes qui ont effectué l'une ou l'autre de ces deux opérations percevront 1 frs C.P. au titre de chacune.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mars 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 945 AE du 22 mars 1967 portant approbation du budget de l'exercice 1967 et du compte définitif de l'exercice 1966 de la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 53-33 du 28 janvier 1953 portant organisation de la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 22 mars 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont approuvés :

- 1°) Le compte définitif de la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française pour l'exercice 1966 arrêté :

En recettes : à la somme de 7.768.332.- (*Sept millions sept cent soixante huit mille trois cent trente deux*) francs CFP.

En dépenses : à la somme de 5.989.663.- (*Cinq millions neuf cent quatre-vingt neuf mille six cent soixante-trois*) francs CFP.

- 2°) La situation y annexée du fonds de réserve au dernier jour de l'exercice 1966 s'élevant à la somme de 3.331.371.- (*Trois millions trois cent trente-et-un mille trois cent soixante-et-onze*) francs CFP en numéraire et 190.000 (*Cent quatre-vingt-dix mille*) francs CFP en portefeuille.

- 3°) Le budget de l'exercice 1967 de la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française s'élevant tant en recettes qu'en dépenses à la somme de 5.775.981.- (*Cinq millions sept cent soixante quinze mille neuf cent quatre-vingt-un*) francs CFP.

Art. 2.— Est autorisé au titre de l'exercice 1967 :

- un prélèvement forfaitaire de 800.000.- (*Huit cent mille*) francs CFP sur la caisse de réserve pour faire face aux premières dépenses de l'exercice en cours.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTE n° 947 AGR du 22 mars 1967 fixant les horaires de travail pour la section du conditionnement de la défense des cultures et de la police phytosanitaire du service de l'agriculture.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3296 AA du 5 novembre 1965 modifiant les heures d'ouverture de certains bureaux des services administratifs de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3472 AA du 22 novembre 1965 modifiant les heures d'ouverture des bureaux des services de l'agriculture et des eaux et forêts et de l'élevage et des industries animales ;

Vu la décision n° 3653 AGR du 4 décembre 1965 fixant les horaires de travail du personnel titulaire de la section du conditionnement, de la défense des cultures et de la police phytosanitaire du service de l'agriculture ;

Sur la proposition du chef du service de l'agriculture ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 22 mars 1967,

Arrête :

Article 1^{er}.— A compter du 1^{er} avril 1967, les horaires de travail de la section du conditionnement, de la défense des cultures et de la police phytosanitaire, pour le personnel à solde indiciaire sont fixés comme suit, du lundi au vendredi inclus (non compris les jours fériés ou réputés fériés) :

7 heures à 11 heures ;

13 heures à 17 heures.

Art. 2.— La décision n° 3653 AGR du 4 décembre 1965 est abrogée.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉCISION n° 963 AE du 23 mars 1967 portant approbation des comptes de la société de crédit et de développement de l'Océanie arrêtés au 30 juin 1966 (exercice 1965-1966).

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 1 de l'arrêté ministériel n° 42 TOM/AE/1 du 2 février 1966 portant création de la société de crédit et de développement de l'Océanie ;

Vu l'article 20 des statuts de la société de crédit et de développement de l'Océanie joints à cet arrêté ;

Vu les rapports de MM. Chauvet et Henri Liauzun, commissaires aux comptes ;

Vu la résolution adoptée le 10 mars 1967 par le conseil d'administration de la société de crédit et de développement de l'Océanie approuvant la situation financière de cet établissement au 30 juin 1966,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Sont approuvés les comptes de la société de crédit et de développement de l'Océanie arrêtés au 30 juin 1966 (exercice 1965-1966).

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 987 FT du 28 mars 1967 *prononçant la mise en régie de certains travaux restant à exécuter sur les marchés n° 30-64 du 17 juillet 1964 et 29-66 du 24 mai 1966 passés entre le service du matériel et des bâtiments du groupe du Pacifique d'une part, et les entreprises Atger et Cie et Da Ros d'autre part.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 octobre 1946 portant cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux passés par l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 49.500 du 11 avril 1949 portant application aux territoires d'outre-mer du décret du 6 avril 1942 relatif à la réglementation des marchés de l'Etat ;

Vu l'arrêté n° 1004 CAB/MIL du 28 mars 1966 portant mise en demeure de satisfaire aux dispositions du marché n° 30/64 du 17 juillet 1964 ;

Vu l'état d'avancement des travaux ;

Sur la proposition du chef du service du matériel et des bâtiments des troupes du groupe du Pacifique (annexe de Papeete),

Arrête :

Article 1er.— Est ordonnée la mise en régie partielle des travaux prévus aux marchés n° 30/64 du 17 juillet 1964 et 29/66 du 24 mai 1966 passés entre le service du matériel et des bâtiments du groupe du Pacifique d'une part, et les entreprises Atger et Cie et Da Ros d'autre part et non exécutés à la date du présent arrêté.

Art. 2.— La mise en régie concerne les travaux intérieurs de finition (pose et fourniture) suivants :

- Vitrierie
 - Peinture intérieure
 - Chapes
 - Granito et carrelages
 - Enduits des plafonds
 - Accessoires de plomberie
 - Plafonds muraux
 - Ferronnerie
 - Stores pare-soleil
- ainsi que la pose et la fourniture des fosses septiques et des boîtes à graisse.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 991 MM du 28 mars 1967 *sur la composition et le fonctionnement des commissions concourant à l'application de la loi du 6 janvier 1954 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 6 janvier 1954 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance ;

Vu le décret n° 59-1349 du 23 novembre 1959 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche ou de plaisance, immatriculés dans les territoires d'outre-mer de la République et notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 54-489 du 7 mai 1954 modifié relatif aux commissions concourant à l'application de la loi du 6 janvier 1954 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance ;

Vu le décret du 2 septembre 1957 pour l'application aux navires d'une jauge brute inférieure à 500 tx de la loi du 6 janvier 1954 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance ;

Sur proposition du chef du service de la marine marchande ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 8 mars 1967,

Arrête :

1^o.— Commission locale de sécurité.

Article 1er.— La commission locale de sécurité en Polynésie française prévue à l'article 5 du décret du 23 novembre 1959 sus-visé comprend :

- l'administrateur de l'inscription maritime, président,
- l'inspecteur de la navigation et du travail maritimes,
- l'inspecteur mécanicien de la marine marchande ou l'expert en faisant fonction,
- le médecin des gens de mer,
- le représentant local du bureau Véritas.

Art. 2.— La commission locale de sécurité exerce les attributions qui lui sont dévolues par l'article 5 du décret du 23 novembre 1959.

Ses délibérations ne sont valables que si plus de la moitié des membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix celle du président est prépondérante.

Avant de prendre sa décision ou d'émettre un avis la commission locale de sécurité peut faire procéder par un ou plusieurs de ses membres à tous examens, études ou enquêtes qu'elle juge nécessaire. Elle peut également entendre toute personne ou tout représentant de groupement qu'elle juge utile.

Les décisions de la commission locale de sécurité sont notifiées aux intéressés par le président de la commission. Leur exécution est contrôlée par les commissions de visite compétentes ainsi que par l'inspecteur de la navigation et du travail maritimes, ou par telle personne désignée par la commission locale de sécurité.

2^o.— Commission de visite de mise en service.

Art. 3.— La commission de visite de mise en service prévue à l'article 18 de la loi du 6 janvier 1954 comprend :

a) Pour les navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 25 tonneaux :

- l'administrateur de l'inscription maritime, président,
- l'inspecteur de la navigation et du travail maritimes,
- un ingénieur du génie maritime ou à défaut un ingénieur français compétent en construction navale,
- le médecin des gens de mer,
- l'inspecteur mécanicien de la marine marchande ou l'expert en faisant fonction,
- un inspecteur des services radioélectriques,
- le représentant local du bureau Véritas,
- un représentant des armateurs lorsqu'il s'agit d'un navire de commerce ou de pêche,
- un représentant des compagnies françaises d'assurances maritimes,
- un capitaine au long cours ou un capitaine au grand cabotage,

— un représentant du personnel navigant subalterne lorsqu'il s'agit d'un navire de commerce ou de pêche.

b) Pour les navires d'une jauge brute inférieure à 25 tonneaux et égale ou supérieure à 10 tonneaux :

- l'inspecteur de la navigation et du travail maritimes,
- l'inspecteur mécanicien de la marine marchande ou l'expert en faisant fonction,
- un fonctionnaire de la marine marchande.

c) Pour les navires d'une jauge brute inférieure à 10 tonneaux :

- l'inspecteur de la navigation et du travail maritimes s'il s'agit d'un navire à passagers ou à propulsion mécanique,
- un fonctionnaire de la marine marchande.

Art. 4.— a) Si la jauge brute du navire est égale ou supérieure à 500 tonneaux, la commission de visite de mise en service s'assure que les prescriptions de la commission centrale de sécurité sont respectées et exprime son avis sur l'opportunité de délivrer des premiers titres de sécurité.

b) Si la jauge brute du navire est inférieure à 500 tonneaux, elle s'assure que le navire répond aux exigences de la réglementation et que les prescriptions de la commission locale de sécurité sont respectées. Elle conclut à la délivrance ou au refus de délivrance des premiers titres de sécurité.

3^o.— Commission de visite annuelle.

Art. 5.— La commission de visite annuelle prévue à l'article 9 de la loi du 6 janvier 1954 comprend :

a) Pour les navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 25 tonneaux :

- l'administrateur de l'inscription maritime, président,
- l'inspecteur de la navigation et du travail maritimes,
- le médecin des gens de mer lorsque la jauge brute est égale ou supérieure à 250 tonneaux,
- l'inspecteur mécanicien de la marine marchande ou l'expert en faisant fonction,

- un inspecteur des services radioélectriques,
- un capitaine au long cours ou un capitaine au grand cabotage,

— un officier mécanicien de la marine marchande lorsque la jauge brute est égale ou supérieure à 500 tonneaux.

b) Pour les navires d'une jauge brute inférieure à 25 tonneaux et égale ou supérieure à 10 tonneaux :

- l'inspecteur de la navigation et du travail maritimes,
- l'inspecteur mécanicien de la marine marchande ou l'expert en faisant fonction,
- un fonctionnaire de la marine marchande.

c) Pour les navires d'une jauge brute inférieure à 10 tonneaux :

- l'inspecteur de la navigation et du travail maritimes s'il s'agit d'un navire à passagers ou à propulsion mécanique,
- un fonctionnaire de la marine marchande.

Art. 6.— La commission de visite annuelle vérifie que le navire répond toujours aux exigences de la réglementation et s'il en est ainsi conclut au renouvellement de titres de sécurité.

4^o.— Commission de contre-visite.

Art. 7.— La commission de contre-visite instituée par l'article 20 de la loi du 6 janvier 1954 comprend :

- l'administrateur de l'inscription maritime, président,
- trois experts qualifiés choisis suivant le cas parmi les capitaines au long cours, les capitaines au grand cabotage, les officiers mécaniciens de la marine marchande.

Art. 8.— La commission de contre-visite examine les réclamations formulées contre les décisions de l'inspecteur de la navigation et du travail maritimes.

Ces réclamations doivent être écrites et motivées, et adressées à l'administrateur de l'inscription maritime.

L'administrateur de l'inscription maritime transmet le dossier aux experts et accorde à ceux-ci tous les moyens d'investigation nécessaires.

La commission de contre-visite est saisie par l'administrateur de l'inscription maritime. Elle ne peut délibérer valablement que si tous les membres sont présents.

Ses avis sont pris à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. Il est dressé un procès-verbal signé par le président et les trois experts résumant les débats et les conclusions de la commission. Celles-ci sont transmises à l'administrateur de l'inscription maritime, qui statue conformément aux conclusions de la commission et notifie sa décision aux requérants.

5^o.— Nomination des membres des commissions de visite.

Art. 9.— Les membres des commissions de visite sont nommés par l'administrateur de l'inscription maritime compte tenu des modalités ci-après :

1^o) L'ingénieur prévu à l'article 3 § a) ci-dessus et l'inspecteur des services radioélectriques prévu aux articles 3 § a) et 5 § a) sont nommés après accord des autorités dont ils dépendent.

2^o) Les représentants des armateurs, des assureurs, du personnel subalterne et les officiers prévus aux articles 3 § a), 5 § a) et 7 sont pris par l'administrateur de l'inscription maritime sur une liste établie en accord avec les groupements professionnels intéressés et arrêtée par le gouverneur.

Dans les îles éloignées de Tahiti, les fonctions d'inspecteur de la navigation suppléant peuvent être exercées sur délégation de l'administrateur de l'inscription maritime par un officier de la marine nationale désigné par le gouverneur sur proposi-

tion de l'amiral commandant le centre d'expérimentations du Pacifique ou par un breveté de la marine marchande pris dans la liste sus-visée au paragraphe 2 du présent article.

6°. — *Siège des commissions — Divers.*

Art. 10. — Toutes les commissions siègent à Papeete. En application de l'article 12 de la loi du 6 janvier 1954, la commission de visite de mise en service et la commission de visite annuelle peuvent se réunir dans un autre port si l'armateur en fait la demande. Les frais de déplacement des membres de la commission sont alors à sa charge.

Art. 11. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉCISION n° 992 AA du 28 mars 1967 accordant aux agents recenseurs une indemnité par fiche de recensement.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 221 AA du 25 janvier 1967 prescrivant un recensement de la population dans l'ensemble du territoire de la Polynésie française,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une indemnité de 10 francs par fiche familiale (établie en double exemplaire) est accordée aux agents recenseurs à l'occasion du recensement général de la population.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTE n° 1005 CAB/MIL du 28 mars 1967 relatif à la révision de la classe 1968 et 1969 aux îles Marquises.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée ;

Vu l'instruction ministérielle du 4 décembre 1935 sur le recrutement et la révision du contingent ;

Vu la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965, relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national ;

Vu le décret n° 66-331 du 26 mai 1966, relatif aux modalités de sélection et de révision des jeunes gens de la classe en formation en vue de l'accomplissement du service national ;

Vu l'instruction provisoire n° 13.700 SCR/I/B/REG du 8 août 1966 relative aux opérations de révision des jeunes gens de la classe formée en vue de l'accomplissement du service national ;

Vu l'arrêté n° 617 CAB/MIL du 24 février 1967 sur la révision des classes 1968 et 1969 aux îles Marquises,

Arrête :

Article 1^{er}. — Le conseil de révision appelé à examiner les jeunes gens des classes 1968 et 1969 aux îles Marquises est composé comme suit :

Président

— M. l'administrateur, chef de la circonscription des îles Marquises ou son adjoint, représentant M. le gouverneur, chef du territoire de la Polynésie française.

Membres

— M. le chef de bataillon Frèrebeau, représentant le général commandant supérieur des troupes du groupe du Pacifique.

— Messieurs les chefs de district.

Art. 2. — Le conseil sera assisté du médecin-capitaine Rehm, médecin-chef des îles Marquises et du sous-lieutenant Carmen-trand, commandant le bureau de recrutement de la Polynésie française.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉCISION n° 1031 FT du 29 mars 1967 accordant une subvention.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu les inscriptions budgétaires,

Décide :

Article 1^{er}. — Une subvention de *six cent trente mille francs* est accordée au conseil supérieur des églises protestantes pour l'achat et l'installation d'un groupe électrogène, l'installation téléphonique, la réalisation d'un parking au centre de Moria.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget local d'équipement, chapitre 56, article 5, exercice 1967.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

*Le chef du service des finances
et de la comptabilité,*

J. PERES.

ARRÊTÉ n° 1052 AA du 30 mars 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. le maire de la commune de Pirae ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 30 mars 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. G. Flosse, maire de la commune de Pirae, est autorisé à construire une maison de jeunes avec salle de spectacles à Pirae "Domaine Pater" rue Bernière.

Art. 2. — L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé, conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961, du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 mars 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 1053 AA du 30 mars 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande du 12 janvier 1967 présentée par M^{lle} Edmée Lucas ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 30 mars 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M^{lle} Edmée Lucas est autorisée à installer un groupe électrogène sur un terrain sis à Afaahiti (Taravao).

Cette autorisation est subordonnée à la mise en place d'un dispositif assurant l'insonorisation maximale de l'établissement.

Art. 2. — L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961, du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 mars 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTE n° 1072 AA du 3 avril 1967 modifiant l'arrêté n° 2763 AA du 6 novembre 1963 relatif à l'organisation du service d'incendie à Tahiti.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 513 C du 6 juin 1946 organisant le service d'incendie à Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 2763 AA du 6 novembre 1963 modifiant et complétant l'arrêté n° 580 CAB/MIL du 14 mars 1962 organisant le service d'incendie à Tahiti,

Arrête :

Article 1er.— La liste des personnes à qui l'opératrice du central téléphonique doit signaler les cas d'incendie sur la ville de Papeete est ainsi modifiée :

- 1) La permanence des pompiers de la mairie de Papeete (qui avertit immédiatement le maire),
- 2) Le commandant du feu (chef du service des travaux municipaux),
- 3) Le lieutenant mécanicien,
- 4) Le commissaire de police,
- 5) L'usine électrique,
- 6) Le chef du service des travaux publics et des mines,
- 7) Le capitaine du port.

Art. 2.— Les dispositions de l'arrêté n° 2763 AA susvisé demeurent valables par ailleurs.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 avril 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉCISION n° 1075 CAB du 4 avril 1967 accordant un témoignage de satisfaction au maréchal des logis chef de gendarmerie Landouar, Jacques.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

DÉCIDE :

Article 1er.— Au moment où le maréchal des logis chef Landouar, Jacques quitte le territoire en fin de séjour un témoignage officiel de satisfaction lui est décerné avec le motif suivant :

« Maréchal des logis chef qui pendant quatre ans a assuré avec une rare compétence le commandement de la brigade de gendarmerie de Rurutu (archipel des îles Australes) ainsi que l'exercice de fonctions administratives annexes très étendues.

« Témoignant de solides qualités professionnelles, énergique, psychologue et très averti des problèmes locaux, il a exercé un ascendant incontestable sur les populations et réalisé une œuvre humaine de qualité.

« Il a rendu ainsi des services très appréciables au territoire et fait honneur à son arme.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 4 avril 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 1117 AA du 5 avril 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. Brault Guy ;

Vu les résultats de l'enquête de cominodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 5 avril 1967,

ARRÊTE :

Article 1er.— M. Brault Guy est autorisé à installer un groupe électrogène de secours de 28 KVA marque Lister dans sa pâtisserie-boulangerie sur un terrain sis Avenue Clémenceau à Mamao Papeete.

Cette autorisation est subordonnée à la mise en place d'un dispositif assurant l'insonorisation maximale de l'établissement.

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961 du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 avril 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 1118 AA du 5 avril 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. Drollet Anapa ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 5 avril 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M. Drollet Anapa est autorisé à construire une porcherie à Papeete P.K. 21.

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé, conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961, du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 avril 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 1119 AA du 5 avril 1967 *autorisant l'organisation d'une tombola au profit de la fédération des œuvres de jeunesse de la Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée par la loi du 18 avril 1924 ;

Vu le décret n° 54-1027 du 13 octobre 1954 portant règlement d'administration publique concernant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de l'article 5 de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ;

Vu la circulaire ministérielle n° 7192 AP/SE du 7 septembre 1956 relative aux loteries et tombolas ;

Vu la demande formulée par M. Marcel Manuel, président de la F.O.J.E.P. ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 5 avril 1967,

Arrête :

Article 1^{er}.— M. Manuel Marcel, président de la fédération des œuvres de jeunesse de la Polynésie française est autorisé à organiser une loterie au capital de 5.000.000 francs composé de 50.000 billets à 100 francs l'un dont le produit sera exclusivement destiné au paiement d'un terrain et d'une maison en dur pour la F.O.J.E.P.

Art. 2.— Est autorisé l'attribution aux vendeurs de billets d'un billet gratuit pour neuf billets vendus.

Art. 3.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1^{er} ci-dessus sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 4.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 5.— Les lots seront les suivants :

1^{er} lot : 1.000.000 francs

2^e lot : 500.000 francs

3^e lot : 100.000 francs

4^e lot : 100.000 francs

5^e lot : 100.000 francs

6^e lot : 50.000 francs

et divers lots.

Art. 6.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives ou son représentant *Président*

M. le président Jacques Tauraa, représentant de l'assemblée territoriale *Membre*

M. le trésorier payeur »

M. Marcel Manuel, président de la fédération des œuvres de jeunesse de la Polynésie française. »

Art. 7.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 6 avant toute émission, à cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

— la date du présent arrêté ;

— la date et le lieu du tirage ;

— le siège de l'œuvre bénéficiaire ;

— le montant du capital d'émission autorisé ;

— le prix du billet ;

— le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;

— l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra, en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 8.— Le tirage aura lieu en une seule fois le 1^{er} décembre 1967 à Papeete. Aucune autorisation de report de

tirage ne sera plus accordée. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Les résultats de la tombola seront publiés au J.O.P.F. au frais de la fédération.

Art. 9.— Préalablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier payeur.

Art. 10.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor, avant le tirage des lots, ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 6.

Si dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 11.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 12.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 avril 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 1128 AA du 6 avril 1957 autorisant le report de la date de tirage d'une tombola.

Le Gouverneur de la Polynésie française. Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu l'arrêté n° 4008 AA du 1^{er} décembre 1966 autorisant l'organisation d'une tombola au profit du Groupement de Solidarité des Femmes de Tahiti (Section Papeete) ;

Vu la demande présentée par docteur Andréa de Balmann-Tourneux, présidente du Groupement de Solidarité des Femmes de Tahiti (Section Papeete), en date du 31 mars 1967 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 5 avril 1967.

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est autorisé le report à la date du 5 juin 1967 du tirage de la tombola organisée au profit du Groupement de Solidarité des Femmes de Tahiti (Section Papeete) par arrêté n° 4008 AA du 1^{er} décembre 1966 précité.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera, selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 6 avril 1967.

Jean SICURANI.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 969 PEL du 24 mars 1967.— Sont admis à bénéficier, à compter de la rentrée scolaire 1966 et pendant l'année scolaire 1966-1967, de l'allocation prévue par l'arrêté n° 835 PEL du 16 mars 1967 pour la préparation de l'examen du brevet élémentaire :

PAPEETE

Redoublants :

Bellais Tatehau, Colombel Victorine, Faaura May, Huiotu Isabelar, Litchlé Jean-Claude, Raparii Jeannette, Reid Léonne, Sandford Céline, Stergios Calixtine, Taurua Stella, Terai David, Teritetoofa Lorna, Tetoe Tearai née Terorotua, Tiapari Jise-lonne.

Nouveaux élèves :

Paari Noéline, Tchang Lin Ho Angéline.

UTUROA

Redoublants :

Tetuaura Miriama, Tapa Emma, Tinirau Caroline, Tubei-ava Marcella, Lequerré Marc, Mataitai Nane, Teping Marc, Sommers Serge.

Nouveaux élèves :

Tchang Si Fat Léon, Tino Francis.

TARAVAO

Redoublant : Lucas Jean-Eric.

Nouveaux élèves :

Ariirau Hilda, Garbutt Léota, Tarihaa Jeannette, Teritahi Viola, Taraihu Sylvain, Tavana Billy, Teihotia Joseph, Tetuaiteroi Martin, Tetuanui Philibert.

Une bourse de formation professionnelle est accordée à compter de la rentrée scolaire de 1966 et pendant l'année scolaire 1966-1967, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 835 PEL du 16 mars 1967, aux élèves-maîtres et élèves-maîtresses du cours normal dont les noms suivent :

PAPEETE

Chung Marie-Antoinette, Doudoute Yves, Dauphin Yvelinnes, Hong Kiou Denis, Hong Kiou Huguette, Poroi Norma, Ten Kiaou Siou Yine, Temorere Jean-Claude, Tuihani Marcel, Tumahai Ahuura, Teahu Gloria.

Par décision n° 975 PEL du 24 mars 1967.— M. Sellem Edgard, chirurgien-dentiste, volontaire de l'aide technique, embarqué à Paris-Orly le 15 mars 1967 et arrivé à Papeete le 16 mars 1967 par avion de la compagnie UTA, est mis à la disposition du chef du service de santé, pour servir à l'hygiène dentaire.

M. Sellem Edgard sera rémunéré de la façon suivante :

1^o Du 12 mars 1967 jusqu'à la date de son départ outre-mer, le 15 mars 1967, incluse, il percevra une indemnité journalière de 15 francs métropolitains.

2°) A compter du 16 mars 1967, il percevra :

— une indemnité mensuelle de subsistance de 1.200 francs métropolitains,

— s'il ne bénéficie pas d'un logement meublé, une indemnité mensuelle de 200 francs métropolitains.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 23, art. 16.

Par arrêté n° 1070 PEL du 3 avril 1967.— La disponibilité accordée à M. Yim Tay Cheung Hen Sang dit Raymond, moniteur de 3e échelon, catégorie D, du corps des moniteurs d'agriculture et d'élevage du territoire, est prorogée pour une durée d'une année, pour compter du 22 avril 1967.

*

* *

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Rectificatif n° 802 AA du 10 mars 1967 à la décision n° 2576 AA du 19 octobre 1964.— L'article 1er de la décision n° 2576 AA du 19 octobre 1964 est modifié comme suit :

au lieu de :

« à Taiohae : le gendarme Louis Robert »

lire :

« à Taiohae : le gendarme Dumontier André ».

Avant d'assurer ces fonctions, le gendarme Dumontier André, prêter le serment prescrit par la loi.

* *

CABINET

Par décision n° 1062 CAB du 31 mars 1967.— Un témoignage officiel de satisfaction est décerné à M. Henri Rebourg, adjoint technique des travaux publics du cadre territorial, pour la qualité des services rendus, au cours de ces cinq dernières années, à la subdivision des bâtiments du service des travaux publics et des mines.

* *

ENSEIGNEMENT

Par décision n° 881 E/IA du 17 mars 1967.— Pour compter du 19 septembre 1966, Mme Magloire Mariette, en religion Sœur Elisabeth, est autorisée à enseigner dans les classes du second degré du collège Anne-Marie Javouhey de Papeete.

*

* *

FINANCES TERRITORIALES

Par décision n° 922 FT du 21 mars 1967.— Une indemnité d'équipement de 4.545 francs est accordée à chacun des stagiaires de formation professionnelle ci-dessous :

MM. Tauru Daniel, Faraire Pierre, Bruneau Joseph, Taura Pita, Mendiola Jean-Marie, Taha Raymond, Padai Toni, Hopuare Raymond, Rocas Antonio, Etaeta Torea, Maiarii Philippe, Metua Eric.

La dépense est imputable au budget local de fonctionnement chapitre 45, article 8, exercice 1967.

Par décision n° 923 FT du 21 mars 1967.— M. Villierme Michaël, agent contractuel, est nommé régisseur de la régie d'avances créée par décision 96 FT du 13 janvier 1967 en remplacement de M. Tauru Ernest à compter du 1er avril 1967, jusqu'au retour du titulaire.

Il bénéficiera à ce titre de l'indemnité instituée par l'arrêté 200 SG du 6 mars 1944 modifié par arrêté 238 FC du 17 février 1956, 1483 FC du 22 décembre 1958, 1486 FT du 11 juillet 1962 et 1878 FT du 27 juillet 1965.

Par décision n° 988 FT du 28 mars 1967.— M. Villierme Michaël, agent contractuel, est chargé des fonctions de régisseur du service régi par économie pour le paiement des salaires en remplacement de M. Tauru Ernest à compter du 1er avril 1967, jusqu'au retour du titulaire.

Il bénéficiera à ce titre de l'indemnité instituée par l'arrêté 200 SG du 6 mars 1944 modifié par arrêté 238 FC du 17 février 1956, 1483 FC du 22 décembre 1958, 1486 FT du 11 juillet 1962 et 1878 FT du 27 juillet 1965.

* *

GENDARMERIE

Par décision n° 821 GEND du 14 mars 1967.— Outre les missions qui lui sont dévolues par son arme et qui restent primordiales, le gendarme Dumontier, André, assurera, sous le contrôle et l'autorité de l'administrateur, chef de la circonscription des îles Marquises, les fonctions de :

— Chargé de la douane,

— Correspondant de la caisse de compensation des prestations familiales,

— Directeur de prison,

— Maître de port et syndic de la navigation,

— Porteur de contraintes.

Le gendarme Dumontier André, pourra prétendre aux diverses indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le gendarme Dumontier André, prendra ses fonctions à compter de la date de passation de service avec son prédécesseur.

La décision n° 686 GEND du 3 mars 1966 confiant des fonctions accessoires au gendarme Dumontier André, commandant la brigade de gendarmerie de Makatea est rapportée.

* *

JUSTICE

Par arrêté n° 737 J du 7 mars 1967.— L'arrêté n° 1220 J du 5 septembre 1956 fixant les conditions d'application de la loi n° 52-33 du 7 janvier 1952 et du décret n° 53-755 du 17 août 1953 instituant dans les territoires d'outre-mer un système de perception immédiat d'amendes forfaitaires pour certaines contraventions de simple police est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Dans l'île de Tahiti

Lire :

Dans les îles de Tahiti et de Moorea.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 964 J du 23 mars 1967.— Le militaire de la gendarmerie désigné ci-après est habilité, sur toute l'étendue de l'île de Tahiti et dans le ressort de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent à percevoir les amendes forfaitaires pour les contraventions de simple police relatives à la police de la circulation :

— Gendarme : Auger Joseph.

Par décision n° 993 J du 28 mars 1967.— A compter du 28 mars 1967, un congé de quinze jours est accordé à Me Lejeune Marcel, notaire à Papeete.

A compter de la même date et pendant l'absence de Me Lejeune, Me Mozelle Pierre est nommé notaire intérimaire. Il cessera ses fonctions deux jours après le retour du notaire titulaire.

Avant d'entrer en fonctions, Me Mozelle prêtera le serment d'usage.

CIRCONSCRIPTION DES ILES AUSTRALES

DÉCISION n° 11A du 15 mars 1967 portant licenciement de M. Mairau Etarona de ses fonctions de secrétaire d'état-civil et nommant M. Terii Teurarii aux mêmes fonctions.

Le chef de la Circonscription administrative des îles Australes,

Vu l'arrêté n° 1899 AA du 2 août 1961 fixant les conditions de désignation et de rétribution des secrétaires d'état-civil ;

Vu l'arrêté n° 1400 AA du 3 mai 1966 modifiant les conditions de rétributions des secrétaires d'état-civil dans les districts ;

Vu le rapport n° 66 A du 10 décembre 1966 du chef de poste administratif de Rurutu ;

Vu l'avis favorable du président du conseil de district de Avera (Rurutu),

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— M. Mairau Etarona est licencié de ses fonctions de secrétaire d'état-civil à compter du 1^{er} janvier 1967.

Art. 2.— M. Terii Teurarii est nommé secrétaire d'état-civil du district de Avera (Rurutu) pour compter de la même date.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Tubuai, le 15 mars 1967.

Le chef de la circonscription des îles Australes,
G. ALLAIN.

CIRCONSCRIPTION DES ILES SOUS-LE-VENT

DÉCISION n° 3 ISLV du 28 mars 1967 constatant les résultats des élections du 12 mars 1967 au conseil de district de Tapuamu (île de Tahaa).

L'Administrateur en chef de classe exceptionnelle des affaires d'outre-mer, chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent,

Vu l'arrêté n° 676 a.g.f. du 6 août 1940 portant organisation administrative de la circonscription des I.S.L.V. ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897 portant réorganisation des conseils de districts, modifié par les arrêtés des 3 janvier 1900, 24 novembre 1919, 15 juin 1931, 18 avril 1935, 4 décembre 1947, 14 août 1948 et 16 avril 1959 ;

Vu l'arrêté n° 498 AA du 6 mars 1963 déterminant à nouveau la composition et les conditions de formation des conseils de districts ;

Vu l'arrêté n° 285 AA du 26 janvier 1966 portant création du district de Tapuamu ;

Vu l'arrêté n° 3075 AA du 22 septembre 1966 portant con-

vocation du collège électoral pour l'élection des membres du conseil de district de Tapuamu ;

Vu la décision n° 12 en date du 2 décembre 1966 du conseil de contentieux administratif de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 70 AA du 11 janvier 1967 portant à nouveau convocation du collège électoral du district de Tapuamu ;

Vu le procès-verbal des opérations électorales,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Pour compter du 12 mars 1967, les personnes ci-après sont déclarées élues membres du conseil de district de Tapuamu :

Tetuanui Petit - Uuru Turamai née Aunoa Louise - Tetumauri Tuteraiponi - Jordan Tihoni - Tehahe Teihotua - Tetuanui Reiatua - Puarai Tamuera - Toa Remuera - Peu Tanetuia.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1967.

Le chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent,
R. ANGELIER.

DÉCISION n° 4 ISLV du 28 mars 1967 déclarant élus le président et le vice-président du conseil de district de Tapuamu (île de Tahaa).

L'administrateur en chef de classe exceptionnelle des affaires d'outre-mer, chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent,

Vu l'arrêté n° 676 A.G.F. du 6 août 1940 portant organisation administrative de la circonscription des I.S.L.V. ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897 portant réorganisation des conseils de districts et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 498 AA du 6 mars 1963 déterminant à nouveau la composition et les conditions de formation des conseils de districts et notamment son article 5 prévoyant la convocation des collèges électoraux ;

Vu l'arrêté n° 285 AA du 26 janvier 1966 créant le district de Tapuamu ;

Vu l'arrêté n° 3075 AA du 22 septembre 1966 convoquant le collège électoral pour l'élection des membres du conseil de district ;

Vu la décision n° 12 du conseil du contentieux administratif de la Polynésie française, rendue le 2 décembre 1966 et relative à l'annulation des élections du conseil de district de Tapuamu du 23 octobre 1966 ;

Vu l'arrêté n° 70 AA du 11 janvier 1967 portant à nouveau convocation du collège électoral du district de Tapuamu ;

Vu la décision n° 3 ISLV du 18 mars 1967 constatant les résultats des élections du 12 mars 1967 au conseil de district de Tapuamu ;

Vu le procès-verbal des opérations électorales pour l'élection du président et du vice-président du conseil de district de Tapuamu,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Pour compter du 20 mars 1967, sont déclarés élus pour le district de Tapuamu (île de Tahaa) :

- Monsieur Tetuanui Petit, président du conseil de district
- Madame Uuru Turamai, née Aunoa Louise, vice-présidente.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1967.

*Le chef de la circonscription administrative
des Iles Sous-le-Vent,*

R. ANGELIER.

AVIS OFFICIELS

SERVICE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Composition de la commission arbitrale chargée de fixer les indemnités en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. (Décret du 5 novembre 1936-Décision n° 29 TSA du 9 mars 1967).

Président

Titulaire : M. Fernand FOULQUIER-CAZAGNES, juge au Tribunal de Première Instance de Papeete.

Suppléant : M. Jacques CARRIGOU, juge au Tribunal de Première Instance de Papeete.

Membre fonctionnaire de droit :

Le chef du service des Domaines, ou son délégué,

Membre fonctionnaire désigné

Titulaire : M. André BIJON, chef du service des affaires économiques,

Suppléants : M. Roland MALRIC, chef du service du Plan,
M. Jean PERES, chef du service des Finances
et de la Comptabilité,

Membre avocat-défenseur

Titulaire : Maître Claude GIRARD,

Suppléants : Maître Roger GUILPAIN,
Maître Rudy BAMBRIDGE.

Membre représentant de la propriété privée

Titulaire : M. François HINTZE, propriétaire,

Suppléants : Mme JACQUEMIN Jeanne, propriétaire,
M. Laurent LEBIHAN, négociant,
M. Louis VILLIERME, propriétaire.

AVIS D'ENQUÊTE

Il est porté à la connaissance du public que Mme Vve DANIAUD Marguerite, demeurant à Papetoai (Moorea), a demandé l'autorisation d'installer un dancing dans son établissement de Papetoai, les samedi, dimanche et veilles de fêtes.

En application des dispositions de l'arrêté du 27 juin 1952, page 203, les personnes qui auraient des remarques à formuler à ce sujet peuvent le faire, soit à la gendarmerie de Afa-reaitu (Moorea), soit aux bureaux de la circonscription des Iles du Vent à Papeete, entre le 15 et le 30 avril 1967.

Le présent avis sera inséré au *Journal Officiel* local, sera affiché dans un rayon d'un kilomètre autour de l'établissement.

*Le chef de la circonscription administrative
des Iles du Vent,*

G. PUJOL.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Il est rappelé à Messieurs les dirigeants de Sociétés passibles de l'Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers, qu'ils doivent effectuer *avant le 20 Avril 1967* les versements trimestriels habituels.

Il serait utile que les déclarations correspondantes soient déposées avant le 15 avril au service des Contributions.

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane

(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

PAYS	DEVICES	COURS EN FRS PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	89, 97
CANADA.....	1 dollar canadien	83, 06
COTE FRANÇAISE DES SOMA- LIS.....	1 fr Djibouti	0, 42
MEXIQUE.....	1 peso mexicain	7, 18
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.	1 deutsch mark	22, 64
AUTRICHE.....	1 schilling	3, 48
BELGIQUE.....	1 franc belge	1, 80
DANEMARK.....	1 couronne danoise	13, 02
GRANDE BRETAGNE.....	1 Livre sterling	251, 74
ITALIE.....	100 liras	14, 40
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	12, 57
PAYS-BAS.....	1 florin	24, 94
PORTUGAL.....	1 escudo	3, 12
SUÈDE.....	1 couronne suéd.	17, 42
SUISSE.....	1 franc suisse	20, 77
TCHÉCOSLOVAQUIE.....	1 couronne tchéco.	—
MAROC.....	1 dirham	17, 73
TUNISIE.....	1 dinar	170, 98
AUSTRALIE.....	1 dollar	100, 49
HONG-KONG.....	1 dollar	15, 76
INDES.....	1 roupie	—
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 livre	250, 01
JAPON.....	1 yen	—
FIDJI.....	1 livre	—

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

PHOTO SERVICE

S.A.R.L. transformée en société en nom collectif
au capital de 300.000 francs CP porté à 4.550.000 francs CP
Siège : Papeete, Quai Bir-Hakeim (Immeuble Brown)
R.C. : Papeete n° 1182

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Paris du 24 février 1967 et à Papeete du 22 mars 1967 enregistré à

Papeete le 29 mars 1967, volume 74 f° 5 n° 51, la collectivité des associés a décidé :

1° — D'augmenter le capital social de 4.250.000 francs CP pour le porter à 4.550.000 francs CP,

A) Par voie de capitalisation directe de, la réserve légale, les bénéfices reportés à nouveau et en partie les bénéfices de l'exercice 1966, soit à concurrence de 4.240.000

B) Et par la création d'une part nouvelle de numéraire de 10.000 francs CP, entièrement libérée et assimilée aux parts anciennes et dont la souscription a été réservée à Madame LAMERAND ci-après nommée, ci 10.000

Total égal à l'augmentation de capital : 4.250.000

2° — Et de transformer la société en société en nom collectif, par application de l'article 30 du décret du 27 mars 1929 et de l'article 22 des statuts.

Cette transformation n'a pas entraîné la création d'un être moral nouveau.

Aucune modification n'a été apportée à l'objet de la société, à sa durée, ni à son capital.

Le siège social est demeuré fixé à Papeete, Quai Bir-Hakeim, Immeuble Brown.

La dénomination sociale de « PHOTO SERVICE » a été maintenue et il y a été ajouté la raison sociale de « LAMERAND & Cie ».

Les associés sont :

1° — La SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION IMMOBILIÈRE EN Océanie (SAGIO), société anonyme au capital de 10.000.000 de francs CP, dont le siège est à Papeete, 103 rue Colette.

2° — Madame Florence NOREUX, sans profession, demeurant à Punaauia PK 10,500, épouse contractuellement séparée de biens de Monsieur Marcel LEJEUNE.

3° — Et Madame Raymonde Jeannine BRUAND, demeurant à Pirae, épouse de Monsieur Roger LAMERAND.

Associées indéfiniment responsables.

La société, sous sa nouvelle forme, demeure gérée par Madame LAMERAND, l'une des associées, susnommée, déjà gérante de la société avant sa transformation, qui jouit vis à vis des tiers, des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'objet social.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 3 avril 1967.

Pour extrait et mention :

La gérante,
R. LAMERAND.

Etude de M^e Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete.

Suivant acte reçu par Me Pierre MOZELLE, notaire par intérim à Papeete, suppléant Me Marcel LEJEUNE, notaire titulaire en congé, le 30 mars 1967, il a été constitué sous la raison sociale de « LONG et Cie », une société à responsabilité limitée, au capital de 15.000.000 de francs CP, ayant son siège à Papeete 306 rue du Général de Gaulle, et pour objet la propriété, l'administration et l'exploitation de toutes valeurs et de tous biens mobiliers, de même que de tous immeubles, principalement en Polynésie Française, qui pourraient être apportés à la société ou acquis par elle. La promotion, le

financement et la réalisation de tous projets hôteliers et de toutes entreprises à caractère touristique ou autres.

La durée de la société a été fixée à soixante années à compter du 30 mars 1967.

Les associés n'ont effectué que des apports en numéraire.

La société est gérée par :

1° — Monsieur Joseph Milton LONG, administrateur de sociétés, demeurant à Oakland (Californie) 5238 Claremont Avenue,

2° — Et Monsieur Robert Merril LONG, directeur commercial, demeurant à Honolulu (Hawaii) Hotel and Bishop Street, qui jouissent vis à vis des tiers, agissant ensemble ou séparément, des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et accomplir tous actes relatifs à son objet.

Sur le solde des bénéfices, après dotation de la réserve légale, les associés peuvent, avant toute répartition, prélever toutes sommes en vue de la constitution de fonds de réserve généraux ou spéciaux dont ils déterminent l'affectation.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 11 avril 1967.

Pour extrait et mention :

P. MOZELLE,
notaire par intérim.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, Notaire à Papeete.

I Suivant acte reçu par Me Pierre MOZELLE, notaire par intérim à Papeete, suppléant Me Marcel LEJEUNE, notaire titulaire en congé le 20 décembre 1966, il a été établi les statuts d'une société anonyme ayant pour dénomination sociale « EIMEO NUI », dont le siège est fixé à Paopao (Moorea).

Cette société constituée pour une durée de 99 années, à compter du 30 mars 1967, a pour objet :

— L'exploitation par tous moyens, de tous services maritimes de transports interinsulaires de voyageurs, marchandises ou objets quelconques,

— L'armement, l'exploitation, la mise en construction, l'achat, la vente, la location et l'échange de tous navires et bateaux.

Le capital social fixé à 2.000.000 de francs CP a été divisé en 400 actions de 5.000 francs CP chacune, à souscrire et à libérer à concurrence d'un quart lors de la souscription, et le surplus suivant les appels de fonds du conseil d'administration.

La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et de douze au plus.

Il a été stipulé sous l'article 37 des statuts que l'assemblée générale aurait la faculté de prélever toute somme sur le solde des bénéfices, soit pour être reportée à nouveau, soit pour être versée à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux, dont elle détermine l'affectation.

II Suivant acte reçu par Me LEJEUNE, notaire à Papeete le 23 mars 1967, Monsieur Tinorua TEVAERAI, fondateur de la société, a déclaré que les 400 actions de 5.000 francs CP chacune, composant le capital social, ont été entièrement souscrites par diverses personnes, et qu'il a été versé par chaque souscripteur, une somme minimum égale au quart des actions par lui souscrites.

A l'appui de cette déclaration, le fondateur a représenté audit notaire un état des souscriptions et versements qui est demeuré annexé à l'acte.

III Du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale constitutive tenue le 30 mars 1967, il appert :

— Que l'assemblée générale a reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement sus-énoncée,

— Qu'elle a nommé comme premiers administrateurs, pour une durée de six années qui prendra fin le jour de la réunion de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 1971 :

- 1^o — Monsieur Tinorua TEVAEARAI, pasteur de l'Eglise Evangélique de Polynésie Française, demeurant à Maharepa (Moorea).
- 2^o — Monsieur Xavier Jean MATOHI, armateur, demeurant à Haapiti (Moorea).
- 3^o — Monsieur Jean Alexis PITTMAN, cultivateur, demeurant à Maharepa (Moorea).
- 4^o — Monsieur Teiva (dit Paapenu) AGNIE, cultivateur, demeurant à Paopao (Moorea).
- 5^o — Monsieur Ah Sam PANG FOOK, cultivateur, demeurant à Paopao (Moorea), titulaire de la carte d'identité n° 6368.
- 6^o — Et Monsieur Titi TEARIKI, cultivateur, demeurant à Paopao (Moorea).

Lesquels ont accepté lesdites fonctions.

— Qu'elle a nommé respectivement comme commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, pour le premier exercice social, Monsieur Louis MUGNIER, comptable, et Monsieur Gérard FLEISCH, clerk de notaire, demeurant l'un et l'autre à Papeete, 306 rue du Général de Gaulle, qui ont accepté lesdites fonctions,

— Et qu'elle a approuvé les statuts et déclaré la société définitivement constituée.

Il a été déposé au greffe des tribunaux de Papeete, le 13 avril 1967 :

- Deux expéditions des statuts,
- Deux expéditions de la déclaration notariée de souscription et de versement,
- Et deux copies certifiées conformes du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale constitutive.

Pour extrait et mention :

P. MOZELLE,

notaire par intérim.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, Notaire à Papeete.

Suivant acte reçu par Me Pierre MOZELLE, notaire par intérim à Papeete, suppléant Me Marcel LEJEUNE, notaire titulaire en congé, le 31 mars 1967, les associés de la SOCIETE INDUSTRIELLE ET AGRICOLE DE TAAONE, société à responsabilité limitée au capital de 180.000 francs CP, dont le siège est à Papeete, rue du Marché, inscrite au registre du commerce de Papeete sous le n° 10 du registre analytique, ont :

- 1^o — Augmenté le capital social de 4.590.000 francs CP, pour le porter à 4.770.000 francs CP, par voie de capitalisation de la réserve légale, de la réserve pour créances douteuses, des bénéfices reportés à nouveau et des bénéfices de l'exercice 1966.
- 2^o — Et transformé ladite société en société en nom collectif à compter du jour de l'acte, par application de l'article 30 du décret du 27 mars 1929 et de l'article 22 des statuts.

Cette transformation n'a pas entraîné la création d'un être moral nouveau.

Aucune modification n'a été apportée à l'objet de la société, à sa durée, ni à son capital.

Le siège social est demeuré fixé à Papeete, rue du marché.

La dénomination sociale de SOCIETE INDUSTRIELLE ET AGRICOLE DE TAAONE a été conservée, et il y a été ajouté la raison sociale de « Marcel LASSERRE & Cie ».

Les associés sont :

- 1^o — Monsieur Gratien Louis Marcel LASSERRE, industriel, demeurant à Papeete, avenue Clémenceau.
- 2^o — Monsieur Pierre Pia Tato TEUHOTUA, mécanicien, demeurant à Pirae, quartier de Fautaua.
- 3^o — Et Monsieur Renand Marie Maurice LAROCHE, administrateur de sociétés, demeurant à Pirae, quartier de Taaone.

Associés indéfiniment responsables.

La société, sous sa nouvelle forme, demeure gérée par Monsieur Marcel LASSERRE, l'un des associés susnommé, déjà gérant de la société avant sa transformation, qui jouit, vis-à-vis des tiers, des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'objet social.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 10 avril 1967.

Pour extrait et mention :

P. MOZELLE,

notaire par intérim.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, Notaire à Papeete.

Suivant acte reçu par Me Pierre MOZELLE, notaire par intérim à Papeete, suppléant Me Marcel LEJEUNE, notaire titulaire en congé, le 30 mars 1967, il a été constaté la cession par la SOCIETE ANONYME DE GESTION IMMOBILIERE EN OCEANIE (SAGIO), société anonyme au capital de 10.000.000 de francs CP, dont le siège est à Papeete, 103 rue Colette, des 227 parts d'intérêt de 10.000 francs CP chacune lui appartenant dans la société en nom collectif « LAMERAND & Cie » dénommée « PHOTO SERVICE » au capital de 4.550.000 francs CP, dont le siège est à Papeete Quai Bir-Hakeim, immeuble Brown, à Madame Johanna IORSS, sans profession, demeurant à Punaauia Pk 17, épouse contractuellement séparée de biens de Monsieur Bertrand JAUNEZ.

Il a été convenu :

- Qu'au moyen de ladite cession, la cessionnaire serait propriétaire des parts cédées à compter du 30 mars 1967,
- Mais qu'à l'égard des tiers et par application de l'article 12 des statuts, la cessionnaire ne serait tenue que du passif social devant prendre naissance à compter de la présente publication, et que la SAGIO, société cédante, demeurerait tenue avec ses co-associés du passif antérieur.

La cession sus-énoncée a été acceptée par la société aux termes du même acte.

Et en conséquence de cette cession, les associés ont décidé de modifier l'article 7 des statuts.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 11 avril 1967.

Pour extrait et mention :

P. MOZELLE,

notaire par intérim.

Etude de M^e Jean SOLARI, Notaire à Papeete

"BENNETT, DEHORS, DOMINGO"

(Te Anuanua)

Société en Nom Collectif

Siège : PAPEETE 12, Rue de l'Evêché

Suivant acte reçu par Me SOLARI, notaire à PAPEETE, le 24 février 1967, il a été constitué entre : Monsieur Claude Charles Joseph Tuterai DOMINGO, serrurier soudeur demeurant à PAPEETE, 12 Rue de l'Evêché, Monsieur Yves BENNETT, employé d'entreprise, demeurant à Fa'a, P.K.6, et Monsieur Pierre Léon DEHORS, électricien, demeurant à Pirae, Lotissement HOLLANDE, sous la raison sociale "BENNETT, DEHORS, DOMINGO" et la raison de commerce "TE ANUANUA", une société en nom collectif au capital de Trois cent mille francs, ayant son siège à PAPEETE, 12, Rue de l'Evêché et pour objet, la création, l'acquisition, l'exploitation de tous fonds de commerce de peinture, électricité, ferronnerie et plomberie et éventuellement tous autres commerces et corps de métiers relatifs aux travaux du bâtiment. La durée de la société a été fixée à cinquante années à compter du jour de l'acte. Les associés ont effectué uniquement des apports en numéraire. La société est administrée par les trois associés en qualité de gérants, qui ont seuls la signature sociale et jouissent vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, dans la limite de son objet.

La société ne sera pas dissoute par le décès de l'un des associés et continuera entre les associés survivants et les héritiers ayants-droit et éventuellement le conjoint commun en biens de l'associé décédé.

Il a en outre été stipulé qu'en cas de cession de parts d'intérêt à un tiers, le cédant ne demeurerait responsable que du passif antérieur à la publication de la cession dans un journal d'annonces légales.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées au Greffe des Tribunaux de PAPEETE le 6 avril 1967.

Pour extrait et mention :

L. RABU, notaire P. I.

Etude de M^e R. E. BAMBRIDGE

Avocat-Défenseur

Assistance judiciaire

(Décision du 16/3/66.)

D'un jugement par défaut rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le vingt quatre juin mil neuf cent soixante six, enregistré et signifié.

Entre : Madame Rina PIA, sans profession, demeurant à Uturoa, mais actuellement à Papeete, nantie de l'Assistance Judiciaire par décision du 16 mars 1966, ayant Me BAMBRIDGE pour avocat-défenseur.

Et : Monsieur Iotefa TERIINATOOFA, journalier demeurant à Taunua (ancien quartier UI API).

Il appert que le divorce d'entre les époux TERIINATOOFA-PIA a été prononcé aux torts du mari.

Pour extrait :

R. E. BAMBRIDGE.

Etude de M^e Claude GIRARD

Avocat-Défenseur

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le deux décembre mil neuf cent soixante six, enregistré et signifié.

Entre : Madame Elise VAN, commerçante demeurant à Papeete et ayant Me GIRARD pour avocat-défenseur.

Et : Monsieur Napoléon LAILLE, demeurant à bord du navire "Hiro".

Il appert que la séparation de corps des époux LAILLE-VAN a été prononcée aux torts du mari.

Pour insertion légale :

Claude GIRARD.

Etude de Me G. COPPENRATH

Avocat-Défenseur — Papeete

Assistance Judiciaire

(Décision du 11/10/65.)

D'un jugement rendu contradictoirement entre les parties par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 18 novembre 1966, enregistré et signifié.

Entre : Monsieur Paul TINORUA, demeurant à Papeete, Tahiti, *nanti de l'Assistance Judiciaire*, ayant Me COPPENRATH, pour avocat-défenseur.

Et : Madame Lucie LANTEIRES, demeurant à Hanuta, Pirae.

Il appert que le divorce d'entre les époux TINORUA-LANTEIRES, a été prononcé aux torts et griefs respectifs des époux.

Pour extrait :

G. COPPENRATH.

ANNONCES DIVERSES

SYNDICAT DE L'HOTELLERIE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE : L'Assemblée générale ordinaire du Syndicat de l'Hôtellerie, qui s'est tenue le mardi 4 avril 1967, a unanimement maintenu les membres actuels du Conseil syndical dans leurs fonctions pour l'année 1967, à savoir : Président - J.B.H. CERAN-JERUSALEM ; Vice-Président - Charles POROI ; Secrétaire - Louis VILLIERME ; Trésorier - Armand LEONE.

Le Président :

J.B.H. CERAN-JERUSALEM.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Budget - Exercice 1967

400 fr. l'exemplaire

Calendrier pour l'année 1967

Prix en feuille : 10 fr.